Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 30 novembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°775 ■

SOUVERAINETÉ SANITAIRE DU CONTINENT

L'Afrique adopte la «Déclaration d'Alger»

P 16

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE PAR MOBILE

L'interopérabilité élargie à 15 banques en 2026

Le gouvernement est déterminé à booster davantage le paiement électronique, notamment par mobile. En effet, dès l'année prochaine (2026), le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) prévoit d'étendre l'interopérabilité du paiement électronique par téléphone mobile, à travers l'utilisation du code QR, à 15 banques. P 3

TROIS ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS JEUDI DERNIER AU ROYAUME-UNI

Londres et Alger veulent dynamiser leur coopération économique

La capitale britannique, Londres, a abrité cette semaine un forum économique, une exposition et une rencontre à la Chambre des Lords, trois événements marquant l'approfondissement des relations entre l'Algérie et le Royaume-Uni, ainsi que l'extension de la coopération bilatérale à l'agriculture et à l'agroalimentaire.

P 2

PRÉVENTION DES INONDATIONS

L'Algérie renforce sa stratégie

La prévention des inondations est devenue un enjeu majeur pour l'Algérie, un pays confronté, comme l'ensemble du Bassin méditerranéen, aux effets croissants du changement climatique. Une journée d'étude consacrée à ce thème a réaffirmé la volonté des pouvoirs publics d'inscrire la gestion du risque d'inondation dans une stratégie nationale cohérente de résilience, appuyée sur la science, la coopération internationale et une gouvernance modernisée. Cette rencontre constitue une étape significative dans la construction d'un modèle national d'adaptation, au moment où les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient dans la région.

P 3

MINES

Vers une véritable industrie intégrée

La Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, jeudi dernier, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab. Lors de cette séance présidée par Mme Samira Berhoum, le ministre a présenté un exposé complet sur les principaux enjeux et défis du secteur minier, en présence de la secrétaire d'État chargée des Mines, Karima Bekir Tafer, du directeur général de l'Agence nationale des activités minières, Mourad Hanifi, ainsi que de plusieurs cadres du ministère.

P 5

FINANCES

Ouverture de l'année des activités pédagogiques 2025-2026 P 2

POMMES DE TERRE D'ARRIÈRE-SAISON

Prévision de récolte de plus de 920.000 Qx à El-Meniaa P 3

PROJET DE LA LIGNE FERROVIAIRE TIARET-TISSEMSILT-RELIZANE

Le ministre des Travaux Publics insiste sur le respect des délais P 5

2e ÉDITION DE L'AFRICA REAL ESTATE INNOVATION & INVESTMENT SUMMIT ARIIS 2025

Partenariats et contrats au rendez-vous

Par S R.

La deuxième édition de l'Africa Real Estate Innovation & Investment Summit (ARIIS), tenue à Alger, s'est clôturée avec des résultats majeurs qui confirment son rôle central dans la transformation du secteur immobilier africain. Entre partenariats structurants, avancées commerciales et reconnaissance de l'innovation, ARIIS 2025 s'impose comme une plateforme panafricaine essentielle pour les échanges économiques et la coopération. L'édition 2025 a été marquée par la signature de deux partenariats stratégiques, consolidant les liens entre l'Algérie et le Sénégal dans le domaine immobilier : « Immotify × CISEN (Sénégal) et Immotify × Cabinet Mercure (Sénégal)». Ces collaborations renforcent l'ambition d'ARIIS de favoriser l'intégration africaine et l'essor de solutions communes entre acteurs du continent. S'agissant des résultats commerciaux, les retombées économiques de cette édition témoignent de l'impact concret d'ARIIS sur le développement des entreprises. En effet, une entreprise algérienne exposante a conclu deux accords pour l'exportation de portes vers des entreprises sénégalaises présentes au sommet et trois nouveaux contrats en Algérie, grâce aux rencontres facilitées à ARIIS25.
Cette deuxième édition de l'Africa Real Estate Innovation a permis égalent à 85% des exposants d'identifier entre 4 et 7 prospects qualifiés et 70 % d'entre eux prévoient de signer de nouveaux contrats dans les prochaines semaines. Plus de 1 200 rendez-vous B2B ont été organisés sur les deux jours, illustrant la performance du dispositif de matchmaking professionnel Ces résultats mettent en lumière la capacité d'ARIIS à connecter efficacement les acteurs publics et privés et à générer de nouvelles opportunités d'affaires sur le marché africain. Basée sur le vote du public, la deuxième édition des ARIIS AWARDS a célébré les initiatives les plus innovantes de l'année dans trois catégories : « Best ARIIS Digital Solution Award 2025 : IMMO PRO-X – SENSIUM-X HOLDINGS (Algérie) ; Best ARIIS Built Environment Excellence Award : Home Signature (Algérie) et Best ARIIS Content Creator Award 2025 : Vizi-A – Dataverse (Tunisie)». Ces distinctions soulignent la montée en puissance des acteurs technologiques et créatifs qui contribuent au renouvellement du secteur immobilier africain.

TROIS ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS JEUDI DERNIER AU ROYAUME-UNI

Londres et Alger veulent dynamiser leur coopération économique

La capitale britannique, Londres, a abrité cette semaine un forum économique, une exposition et une rencontre à la Chambre des Lords, trois événements marquant l'approfondissement des relations entre l'Algérie et le Royaume-Uni, ainsi que l'extension de la coopération bilatérale à l'agriculture et à l'agroalimentaire.

Par R E.

A la Chambre des Lords, jeudi soir, le ministre britannique du Commerce, Chris Bryant, présent à la rencontre annuelle du Conseil d'Affaires algéro-britannique (ABBC), qui célébrait le 20e anniversaire de sa création, a fait part de l'entière disponibilité de son pays à renforcer davantage ses échanges commerciaux avec l'Algérie Il a également partagé sa vision de l'évolution des relations bilatérales, considérant que les rapports devraient s'étendre au domaine culturel et à l'échange d'expériences, souhaitant plein succès au groupe de travail "task force" chargé du dossier commercial.
Ce à quoi l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Nourredine Yazid, a répondu en se félicitant du volume des échanges, qui a atteint 2,6 milliards de livres sterling au 3e trimestre 2025, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à l'année précédente, encourageant la partie britannique à multiplier et intensifier les missions commerciales en Algérie. M. Yazid s'est dit persuadé que la prochaine session du dialogue stratégique permettrait de nouveaux bonds qualitatifs dans les relations de coopération multiforme entre les deux pays.
Dans la matinée de jeudi, l'ambassade d'Algérie à Londres a organisé un forum dédié au secteur de l'Agriculture, qui connaît un développement remarquable dans le pays.
Sous le thème générique «Algérie-Royaume-Uni : pour un partenariat agricole durable», la rencontre, qui a regroupé des représentants d'entreprises du secteur des deux pays et des experts, s'est donnée pour slogan «Relier l'agriculture algérienne à l'innovation britannique». Dans son allocution de bienvenue, l'ambassadeur a souligné que le choix du thème de ce forum s'inscrivait dans l'orientation stratégique de l'Algérie, dont le climat des affaires a connu un élan significatif en termes d'attractivité des investissements et de diversification de l'économie. Il a également invité les opérateurs britanniques à prendre part au grand chantier ouvert par le gouvernement algérien pour valoriser le potentiel important que recèle le pays, particulièrement dans les wilayas du Sud, en investissant dans des projets de modernisation du secteur.
L'ambassadeur a, enfin, assuré les opérateurs économiques britanniques de la disponibilité des services diplomatiques à faciliter toutes les démarches des investisseurs et à satisfaire leurs sollicitations afin de contribuer à la construction de nouveaux ponts de coopération basés sur le transfert de technologies et d'expertise. Le président du Conseil d'affaires algéro-britannique, Martin Roper, partenaire du forum, a pour sa part salué le dynamisme économique de l'Algérie, exprimant le souhait que le Royaume-Uni développe un partenariat stratégique dans le secteur agricole.
M. Roper a également fait part de la volonté des entreprises britanniques de s'inscrire dans la dynamique en cours en Algérie, en apportant leur expertise et des solutions technologiques dans les domaines de l'agriculture de précision, de l'intelligence artificielle appliquée à l'agriculture, du contrôle de la qualité des sols ainsi que du développement des chaînes d'approvisionnement et de transformation alimentaire.
Le président de l'ABBC s'est dit persuadé que l'intégration de ces innovations aux ressources naturelles de l'Algérie pourrait déboucher sur un nouveau modèle de développement agricole dans la région.
Pour sa part, le directeur de l'investissement agricole au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a présenté une communication sur «les opportunités stratégiques à haut rendement dans ce secteur», appuyée par un documentaire de l'Agence de promotion de l'investissement (AAPI) sur les richesses naturelles de l'Algérie.
Deux ateliers de discussion, respectivement sur «la vision, le partenariat et la croissance» et sur «l'innovation et la durabilité», ont été animés par des opérateurs et experts algériens et britanniques, enrichissant davantage le débat sur les volets pratiques du partenariat dans les domaines de la production végétale et animale, de la transformation alimentaire, de l'énergie propre destinée au secteur agricole, ainsi que de la numérisation et de la recherche scientifique.
Le forum, qui a mis l'accent sur la technologie et l'innovation, ouvre ainsi de larges perspectives pour créer une réelle valeur ajoutée et consolider un partenariat durable entre les deux pays dans le secteur agricole.
La veille, des opérateurs algériens et britanniques du secteur agricole s'étaient retrouvés dans le cadre d'une exposition d'échantillons de produits agricoles et agroalimentaires algériens, organisée par la Chambre de Commerce de Londres-Ouest, en partenariat avec le Conseil des affaires algéro-britannique et en collaboration avec l'ambassade d'Algérie à Londres, à laquelle ont pris part des représentants des grandes chaînes de distribution.
Pour les organisateurs, les industries alimentaires et les produits agricoles constituent l'un des domaines de coopération les plus prometteurs entre l'Algérie et le Royaume-Uni.

FINANCES

Ouverture de l'année des activités pédagogiques 2025-2026

Par R E.

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a supervisé, samedi à Tipasa, l'ouverture de la saison des activités pédagogiques 2025-2026 au sein des structures du système de formation relevant du secteur des Finances, marquée notamment par le lancement de la formation de la 1ère promotion d'inspecteurs centraux du Trésor à l'Ecole nationale du Trésor. A cette occasion, le ministre, qui était accompagné du wali, Amine Benchaoulia, a assisté au lancement de la formation de la 1ère promotion d'étudiants à l'Ecole nationale du Trésor de Tipasa pour l'année en cours (suite à la réception et la mise en service de cet établissement), parallèlement à l'entame de la formation dans plusieurs autres structures relevant du secteur des Finances, dont l'Ecole nationale des impôts et l'Institut d'économie douanière et fiscale de Koléa.
La 1ère promotion d'inspecteurs centraux, composée de 100 étudiants admis à l'Ecole nationale du Trésor, entamera une formation spécialisée d'une durée d'un an au sein de ce pôle scientifique, mis en place pour renforcer les structures du système de formation spécialisée du secteur des Finances. Une formation qui devrait apporter la contribution nécessaire à l'amélioration des performances des personnels de l'administration du Trésor, a-t-on expliqué sur place. Inscrit à la réalisation en 2009, le projet de l'Ecole nationale du Trésor a été réceptionné et inauguré à l'occasion des festivités marquant le 70e anniversaire de la glorieuse Révolution de Novembre, en 2024, après plusieurs années d'interruption. Sa relance en 2022 a été rendue possible grâce à un ensemble de mesures prises par les autorités publiques en faveur du projet, permettant ainsi son achèvement selon des normes modernes et contemporaines. L'Ecole nationale du Trésor s'étend sur une superficie globale de près de 12.000 m2. Elle compte cinq (5) blocs, dont un bloc pédagogique, un internat et un espace de restauration, et dispose d'une capacité d'accueil de plus de 500 places pédagogiques, en plus de 300 lits.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE PAR MOBILE

L'interopérabilité élargie à 15 banques en 2026

Le gouvernement est déterminé à booster davantage le paiement électronique, notamment par mobile. En effet, dès l'année prochaine (2026), le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) prévoit d'étendre l'interopérabilité du paiement électronique par téléphone mobile, à travers l'utilisation du code QR, à 15 banques.

Par Sirine R

C'est ce que la directrice générale du GIE Monétique, Assia Benchabla Queiroz, a annoncé hier dans une déclaration accordée à l'APS. En effet, l'interopérabilité permet aux abonnés des nouvelles applications bancaires « DZMobPay » d'effectuer des transferts d'argent directs entre particuliers (de compte à compte) ainsi que des opérations de paiement par simple scan d'un code QR, sans obligation que les deux parties soient clientes du même établissement bancaire. De leur côté, les commerçants peuvent, grâce à l'interopérabilité du m-paiement, recevoir le montant dû pour les biens et services qu'ils fournissent à leurs clients en un temps record, ne dépassant pas 10 secondes, et ce, indépendamment de la banque du client. À ce jour, sept banques, en plus d'Algérie Poste, ont mis en place ce service au profit de leurs clients à travers de nouvelles applications, après avoir rejoint le réseau « DZMobPay » début 2025, a précisé Mme Benchabla Queiroz.

Adhésion de la BADR et de Fransabank Algérie avant la fin 2025

Il s'agit de la Banque nationale d'Algérie (BNA), du Crédit populaire d'Algérie (CPA), de la Banque de développement local (BDL), de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), d'Algeria Gulf Bank (AGB), d'Al Salam Bank ainsi qu'Algérie Poste via son application « Baridi Mob ». Ce nombre devrait passer à neuf banques avec l'adhésion de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et de Fransabank Algérie à la plateforme « DZMobPay » d'ici la fin de l'année, poursuit Mme Benchabla Queiroz.

En 2026, d'autres banques devraient rejoindre la plateforme pour porter le total à 15 banques, explique la directrice générale, soulignant les efforts du GIE Monétique, autorité de régulation du secteur, pour généraliser l'interopérabilité à l'ensemble des banques de la place en Algérie.

La plateforme « DZMobPay », gérée par la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de la monétique (SATIM), s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de modernisation des paiements, d'élargissement des services financiers numériques et de renforcement de l'inclusion financière, en s'appuyant sur une infrastructure intégrée assurant un flux fluide et sécurisé des transactions entre toutes les plateformes de paiement des banques. Selon les chiffres du GIE Monétique, le nombre d'utilisateurs des applications de paiement électronique mobile « DZMobPay » a atteint début novembre dernier 79 130 utilisateurs et 11 873 commerçants, depuis son lancement début 2025. Le GIE Monétique étudie actuellement la possibilité d'accorder des incitations aux commerçants et professionnels afin de les intégrer davantage au système de paiement mobile via QR code, selon la directrice. Concernant le niveau de sécurité des transactions, Mme Benchabla Queiroz a affirmé que les applications de paiement mobile sont fortement protégées contre les risques de piratage. « Elles reposent sur les meilleures pratiques internationales en matière de sécurité financière, garantissant la confidentialité et la traçabilité des opérations », a-t-elle assuré, insistant toutefois sur la nécessité pour les clients d'observer les règles de prudence afin d'éviter les tentatives de fraude. Au sujet des nouveaux projets sur lesquels travaille le GIE Monétique, la directrice générale a évoqué l'intégration de la technologie «SoftPOS», qui permet de transformer les téléphones mobiles dotés du NFC en terminaux de paiement électronique (TPE), précisant que son lancement est prévu pour fin 2026. Grâce à cette technologie, les commerçants pourront accepter des paiements « sans contact » directement via leurs téléphones, que ce soit à l'aide de cartes bancaires ou de smartphones, a-t-elle expliqué.

POMMES DE TERRE D'ARRIÈRE-SAISON

Prévision de récolte de plus de 920.000 Qx à El-Meniaa

Une prévision de récolte de plus de 920.000 quintaux de pommes de terre d'arrière-saison est attendue cette saison dans la wilaya d'El-Meniaa, a-t-on appris samedi auprès de la Chambre locale de l'agriculture.

La récolte sera effectuée sur une superficie globale de 2.400 hectares, irrigués sous pivots, avec un rendement prévisionnel atteignant les 400 quintaux à l'hectare, a précisé le président de la Chambre agricole, Ouled-Laid Harrouz.

Cette superficie est localisée en majeure partie dans la commune de Hassi-Lefhal et au niveau des périmètres de Gouiret Moussa et Hassi-Ghanem (Nord d'El-Meniaa), a-t-il ajouté.

Selon les services agricoles de la wilaya, les capacités de stockage sont disponibles pour permettre de consacrer une partie de la production à la consommation, au niveau du marché local et national, et une autre comme semences aux agriculteurs à travers différentes wilayas du pays.

Les professionnels du secteur expliquent, de leur côté, que la vague de froid ayant affecté la région dernièrement a contraint les agriculteurs à hâter leur récolte de crainte que la persistance de ces conditions climatiques ne perturbe les phases de croissance de cette culture.

La campagne de récolte de la pomme d'arrière-saison dans la wilaya d'El-Meniaa doit démarrer à la fin de décembre prochain, selon la même source qui augure d'une "bonne" production, à même d'assurer la stabilité et la disponibilité de ce produit sur le marché durant les prochains mois.

M. Harrouz rappelle que les agriculteurs bénéficient du soutien des services agricole, à travers la fourniture de semences et l'accompagnement technique en vue de leur permettre d'améliorer le rendement et de développer cette culture.

PRÉVENTION DES INONDATIONS

L'Algérie renforce sa stratégie

Par Adem A.

La prévention des inondations est devenue un enjeu majeur pour l'Algérie, un pays confronté, comme l'ensemble du Bassin méditerranéen, aux effets croissants du changement climatique. Une journée d'étude consacrée à ce thème a réaffirmé la volonté des pouvoirs publics d'inscrire la gestion du risque d'inondation dans une stratégie nationale cohérente de résilience, appuyée sur la science, la coopération internationale et une gouvernance modernisée. Cette rencontre constitue une étape significative dans la construction d'un modèle national d'adaptation, au moment où les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient dans la région.

Placée sous la supervision de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, et du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, la rencontre a réuni institutions nationales, experts et représentants du Programme des Nations unies pour le développement, dont la résidente Nasha Van Rijn. L'objectif était de bâtir une vision concertée à même d'adapter l'Algérie à des risques climatiques de plus en plus intenses.

Dans son allocution, Kaouter Krikou a rappelé l'ampleur des défis, affirmant que les effets du changement climatique ne sont plus « une hypothèse scientifique, mais une réalité tangible ». Elle a évoqué « l'augmentation des températures, la modification du régime des pluies, la rareté des ressources hydriques, l'avancée du désert et la multiplication des incendies », autant de transformations qui placent l'Algérie parmi « les pays les plus exposés » de la région. Face à cela, elle a insisté sur la nécessité de prendre « des mesures préventives et anticipatives », notamment en matière d'inondations, dont la fréquence et l'impact se sont nettement accrus.

La ministre a également souligné que cette journée d'étude constitue une avancée importante dans l'élaboration du Plan national d'adaptation (PNA), élaboré en partenariat avec le PNUD. Elle a rappelé que ce plan s'inscrit dans les engagements internationaux de l'Algérie, notamment l'Accord de Paris, tout en nécessitant un accompagnement renforcé. « L'Algérie contribue clairement à l'effort mondial, mais l'adaptation exige des capacités techniques et financières que le partenariat international doit accompagner », a-t-elle déclaré. S'appuyant sur les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, elle a rappelé que ce dernier défend une vision axée sur la gouvernance climatique, la protection du cadre de vie des citoyens, la sécurité hydrique et la transition énergétique propre.

La ministre Mme Krikou a mis en avant les réformes engagées par l'Algérie, notamment la modernisation du cadre législatif relatif à la prévention des risques, la relance du projet du barrage vert, l'intégration des espaces verts dans les plans d'urbanisation et le recours accru au dessalement pour renforcer la sécurité hydrique. Elle a également décrit cette rencontre comme « une plateforme nationale de dialogue et de coordination » destinée à consolider une stratégie cohérente de prévention des inondations, fondée sur « l'alerte précoce, l'observation, le renforcement de l'expertise locale et une gouvernance climatique efficace ».

Prenant la parole, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a insisté sur l'urgence d'adopter des technologies modernes et des méthodes scientifiques avancées pour anticiper les crues. « Nous ne pouvons plus nous contenter d'approches classiques. Le changement climatique impose l'usage de modèles modernes, de données précises et de solutions intelligentes », a-t-il affirmé. Il a révélé que son département a mis en place un plan d'action fondé à la fois sur un cadre législatif actualisé et sur des projets opérationnels déployés à travers le pays.

Le ministre Derbal a indiqué que 865 zones à risque ont été identifiées, certaines présentant un niveau de danger très élevé. Il a précisé que seize plans locaux de prévention des inondations ont été lancés, dont quatorze en cours de finalisation, parallèlement à douze projets de protection visant neuf grandes villes.

« La prévention est désormais une priorité nationale, soutenue par une planification rigoureuse et une intervention structurée », a-t-il assuré. Selon lui, la mutation climatique exige une évolution des politiques publiques vers davantage d'anticipation, de numérisation et de coordination intersectorielle. « Les solutions existent, mais elles reposent sur la synergie des institutions, la donnée

AIR ALGÉRIE

Réunion à Constantine avec des représentants d'agences de voyage de l'Est du pays

La compagnie Air Algérie a organisé à Constantine une rencontre avec les représentants des agences de voyage de la région Est du pays, afin d'échanger sur les moyens d'améliorer les services destinés aux clients et d'optimiser les mécanismes de travail en commun, a indiqué jeudi un communiqué de la compagnie.
Selon la même source, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'engagement constant de la compagnie aérienne à "renforcer ses partenariats et à consolider la coopération avec les acteurs du secteur du tourisme et du voyage".
A travers cette initiative, la compagnie réaffirme son "engagement à accompagner ses partenaires à travers les différentes wilayas du pays et à consolider une coopération durable, qui se traduit positivement sur l'expérience client et renforce la position de l'entreprise en tant qu'institution nationale de référence dans le domaine du transport aérien".
Lors de la rencontre, une convention a été signée entre la filiale Air Algérie "Amadeus" et les directions régionales de Constantine et Annaba, visant à développer des programmes de formation et à renforcer la performance professionnelle, contribuant ainsi à la modernisation des méthodes de travail et à l'amélioration de la qualité des services offerts aux clients.(APS)
53833/217/440/330

ASSURANCES

La CCR augmente son capital social à 40 milliards DA

La Compagnie centrale de réassurance (CCR) a annoncé, vendredi dans un communiqué, avoir procédé à une augmentation de son capital social à 40 milliards (mds) de dinars.
"La Compagnie centrale de réassurance a augmenté en cette fin d'année 2025 son capital social, qui passe de 30 mds de dinars à 40 mds de dinars", précise la même source.
Selon le communiqué, cette opération qui vise le renforcement de son assise financière, "permettra à la compagnie de développer ses activités sur les deux marchés, national et international".

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

«Près de 1.400 détenus libérés réinsérés dans le monde du travail»

Près de 1.400 personnes libérées après avoir purgé leur peine dans des établissements de rééducation et de réadaptation du pays ont été réinsérées dans le monde du travail depuis le début de l'année 2025, a dévoilé, jeudi à Blida, le sous-directeur chargé des programmes de réinsertion sociale des détenus à la Direction générale de l'administration pénitentiaire, Mohamed Berkoun. Intervenant lors d'une journée d'étude régionale consacrée à «l'intégration des détenus entre réforme juridique et solidarité sociale», le responsable a indiqué que les services externes de réinsertion avaient réussi, depuis janvier 2025, à intégrer 1.382 détenus libérés dans le monde du travail, en coordination avec diverses institutions publiques. Ces mêmes services, au nombre de 39 à travers le territoire national, ont accompagné plus de 18.000 personnes libérées durant la même période, a-t-il ajouté, soulignant que le système pénitentiaire algérien accordait une grande importance à la réinsertion sociale afin de prévenir la récidive. M.Berkoun a également mis en avant le rôle du mouvement associatif en la matière, rappelant que 481 associations et organisations, à travers le pays, collaborent actuellement avec la Direction générale de l'administration pénitentiaire dans ce domaine.
Les participants à cette journée ont, par ailleurs, passé en revue les dispositifs publics de soutien à la réinsertion des détenus, dont l'aide à la création de micro-entreprises, l'accès à l'allocation chômage ou encore l'accompagnement assuré par les structures de formation professionnelle et d'éducation.
Des représentants du secteur judiciaire, de l'administration pénitentiaire et d'organismes publics ont également évoqué les mécanismes législatifs relatifs à la réinsertion, ainsi que les missions des services externes, notamment l'octroi d'aides financières aux détenus libérés démunis et le suivi des personnes bénéficiant de la liberté conditionnelle ou de la semi-liberté.

MONNAIES

Les devises restent stables dans un marché peu animé

Le dollar et l'euro faisaient du surplace vendredi, dans un marché calme au lendemain du jour férié de Thanksgiving aux Etats-Unis et après une panne sur le Chicago Mercantile Exchange (CME), désormais résolue.
"Les marchés sont généralement peu animés aujourd'hui, compte tenu du contexte de fêtes", notent les analystes de Monex USA.
Mais les cambistes ont été pris de court vendredi par une panne au Chicago Mercantile Exchange (CME), l'une des principales bourses mondiales où s'échangent notamment des devises.
Le problème technique a été résolu peu avant l'ouverture de la Bourse de New York.
"Cette interruption a entraîné un volume d'échanges encore plus faible que d'habitude", estiment les experts de Monex USA.
Tous les regards sont désormais tournés vers la banque centrale américaine (Fed) à l'approche de sa réunion de politique monétaire des 9 et 10 décembre.
Une baisse des taux d'intérêt d'un quart de point est largement anticipée par les marchés et plusieurs indicateurs économiques américains publiés cette semaine sont venus renforcer cette hypothèse.
Entre prix à la production toujours en hausse et une confiance des consommateurs en chute libre, ces derniers ajustant leurs dépenses en conséquence, les données ont brossé un paysage inquiétant de l'économie américaine.
Vers 18H30 GMT, le billet vert ne perdait que 0,05% face à la monnaie unique européenne, à 1,1602 dollar pour un euro et 0,02% face à la devise britannique, à 1,3237 dollar pour une livre.(APS) 56155/510
Les opérations de cession d'actions ou de parts sociales dans le capital d'une société activant dans un secteur stratégique,
au profit d'étrangers, sont désormais soumises à une autorisation préalable, en vertu d'un décret exécutif publié dans le Journal officiel (JO) n 78.

TRANSPORT AÉRIEN

Signature d'une convention de partenariat officielle entre Air Algérie et la FAF

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé jeudi dans un communiqué, la signature d'une convention de partenariat officielle avec la Fédération algérienne de football (FAF), consacrant Air Algérie comme transporteur officiel de l'équipe nationale de football lors de l'ensemble des compétitions et échéances sportives à venir.
En vertu de cet accord, "Air Algérie assurera le transport de l'équipe nationale durant les grandes manifestations footballistiques, en tant que transporteur officiel", notamment lors des compétitions de la Coupe arabe, la Coupe du Monde et la Coupe d'Afrique des nations, a précisé la compagnie.
L'accord inclut également "l'accompagnement et le transport de toutes les catégories jeunes et diverses sélections nationales algériennes de football à l'occasion des différentes participations internationales et régionales", a-t-elle ajouté.
"Ce partenariat traduit l'engagement d'Air Algérie à soutenir le football algérien et à renforcer sa présence sur la scène sportive, en veillant à offrir des services de haute qualité et des conditions de voyage optimales, reflétant le standing du transporteur national et son attachement aux couleurs nationales", a conclu Air Algérie.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 نوفمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Novembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	62	71	53	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	139	158	120	الطماطم		
	Oignon sec	53	60	46	البصل الجاف		
	Ail sec	715	795	635	الثوم الجاف		
	Carotte	83	94	72	الجزر		
	Navet	94	105	82	اللفت		
	Choux fleur	107	120	93	قرنبيط		
	Choux	97	113	82	الكرنب		
	Courgette	143	159	127	الكوسة		
	Haricot vert	158	177	139	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	116	130	102	الخس		
Fruits frais	Clémentine	219	263	175	كليمونتين	فواكه طازجة	
	Orange	189	218	160	البرتقال		
	Citron	170	193	148	الليمون		
	Pomme locale	359	447	270	التفاح المحلي		
	Datte	489	625	353	التمر		
	Banane	448	462	434	الموز		
	Grenade	184	217	150	الرمان		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1885	2033	1737	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	348	361	336	الدجاج		
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	450,00	0,00	0,00	5,09	7,94	7,78	19967	8 985 150,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,27	-0,96	9,00	5,56	50000	70 000 000,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,45	3,19	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	0,09	1,76	10,96	5,44	907	2 085 193,00
EGH El Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-2,21	-9,06	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,36	-0,20	3,78	5,25	0	0,00

MINES

Vers une véritable industrie intégrée

La Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, jeudi dernier, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab. Lors de cette séance présidée par Mme Samira Berhoum, le ministre a présenté un exposé complet sur les principaux enjeux et défis du secteur minier, en présence de la secrétaire d'État chargée des Mines, Karima Bekir Tafer, du directeur général de l'Agence nationale des activités minières, Mourad Hanifi, ainsi que de plusieurs cadres du ministère.

Par Réda Hadi

Dès l'entame de son intervention, Mohamed Arkab a replacé cette audition dans le cadre de la stratégie nationale impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette vision vise à ériger le secteur minier en pilier central du développement économique hors hydrocarbures, en valorisant pleinement les richesses naturelles du pays. Le ministre a souligné que l'Algérie dispose d'un potentiel minier important, mais encore sous-exploité, alors qu'il pourrait constituer une source majeure de croissance et de diversification. Selon le diagnostic réalisé par le ministère, les capacités minières du pays restent largement inexploitées et la contribution du secteur au PIB demeure faible. Cette situation, a expliqué Arkab, est la conséquence de multiples défis accumulés depuis des années : manque d'investissements dans la recherche et l'exploration, insuffisance de données géologiques actualisées, et recours persistant à l'importation de matériaux miniers pourtant disponibles localement. Parmi ces produits figurent le concentré de fer, la baryte, la bentonite, le marbre, le granit ou encore le carbonate de calcium. Le ministre a dénoncé une fuite importante de devises qui pourrait être évitée grâce à une meilleure exploitation des ressources nationales. Mohamed Arkab est également revenu sur les limites du cadre juridique précédent, la loi 14-05, devenue incapable de répondre aux nouvelles exigences de l'investissement minier. À cela s'ajoutent les carences en infrastructures ferroviaires et portuaires, les difficultés de financement, ainsi que les défis liés au transfert technologique et à la formation des ressources humaines. Face à ces constats, le secteur a engagé une profonde transformation. Le ministre a mis en avant l'importance du nouveau cadre législatif adopté en août dernier, qui constitue selon lui un tournant majeur. Cette réforme simplifie les procédures administratives, réduit les délais d'octroi des titres miniers, instaure un guichet unique opérationnel et autorise désormais les investissements dès la phase d'exploration sans obligation de constituer une entité juridique. Autre nouveauté majeure : la possibilité de céder, louer ou hypothéquer les titres miniers pour faciliter l'accès au financement. Le rôle de l'Agence nationale des activités minières et de l'Agence du service géologique est également renforcé. Évoquant les axes stratégiques de la nouvelle politique minière, Arkab a insisté sur la nécessité de passer de l'extraction brute à une véritable industrie minière intégrée. Il a cité plusieurs projets structurants en cours de réalisation. Le plus emblématique reste le mégaprojet de fer de Gara Djebilet à Tindouf, appelé à réduire significativement les importations de fer et à soutenir l'industrie sidérurgique nationale. Le projet intégré du phosphate dans l'Est du pays constitue un autre chantier stratégique, qui renforcera la production d'engrais et contribuera à la souveraineté alimentaire. Le projet zinc-plomb d'Oued Amizour – Tala Hamza permettra quant à lui de satisfaire les besoins locaux tout en générant un excédent destiné à l'exportation.

Le ministre a également souligné l'importance de diversifier davantage la base minière, notamment à travers le développement des filières des minerais industriels non ferreux, afin de substituer totalement les importations. Il a mis en avant la nécessité d'intégrer davantage le contenu local, de promouvoir le transfert de technologie et de développer des unités de transformation en Algérie afin de mettre un terme à l'exportation des matières premières non transformées.

Sur le plan des infrastructures, Arkab s'est voulu rassurant. Les grands projets bénéficient désormais d'un meilleur ancrage logistique, grâce notamment à la ligne ferroviaire Gara Djebilet – Béchar, dont l'inauguration est prévue pour janvier 2026. La ligne Tébessa – Souk Ahras – Annaba, essentielle au mégaprojet de phosphate, est également en cours d'achèvement, tandis que le port minéralier d'Annaba connaît une extension majeure destinée à accompagner la montée en puissance du secteur. Le ministre a conclu en affirmant que la nouvelle stratégie nationale et le nouveau code minier constituent un cadre opérationnel solide pour faire du secteur minier l'un des moteurs de l'économie nationale. Il a réitéré l'engagement du ministère à poursuivre ces réformes, à appuyer les investisseurs et à accompagner les parlementaires dans la compréhension des enjeux d'un secteur appelé à devenir un pilier durable de la croissance et de l'emploi en Algérie.

30E CONGRÈS DE NÉPHROLOGIE

Près de 35.000 patients hémodialysés en Algérie

Le spécialiste en néphrologie et président de la Société algérienne de néphrologie, dialyse et transplantation rénale (SANDT), le Pr. Tahar Rayan a indiqué, samedi à Alger que près de 35.000 patients suivent des séances de dialyse à travers 420 centres spécialisés à l'échelle nationale.

En marge de l'ouverture des travaux du 30e Congrès de néphrologie, organisé par le SANDT sur deux jours, le Pr. Rayan a précisé que "le nombre de patients souffrant d'insuffisance rénale chronique terminale a atteint 35.000, pris en charge à travers 420 centres de dialyse à l'échelle nationale".

Evoquant la greffe rénale en Algérie, le Pr. Rayan a fait état d'une moyenne annuelle de 200 greffes à partir de donneurs vivants, précisant que ce taux "demeure faible" vu le nombre de patients en attente d'un rein.

Pour le Professeur, cette situation est due à un "manque de donneurs", soulignant que la Société tend à organiser des campagnes de sensibilisation à l'importance du don d'organes, le rein en particulier, pour permettre au malade de mener une vie normale.

S'agissant des causes de la maladie, le spécialiste a relevé que "50% des personnes atteintes d'insuffisance rénale sont des patients diabétiques ou souffrant d'hypertension artérielle". "Il existe un lien entre la maladie rénale et les accidents vasculaires cérébraux (AVC) ou les infarctus du myocarde", a-t-il souligné préconisant de suivre un régime alimentaire équilibré et de boire de l'eau en quantités suffisantes avec un contrôle annuel des reins et du cœur.

Regroupant près de 500 spécialistes algériens et d'autres pays, ce Congrès qui tend à mettre en avant les efforts de l'Algérie dans la prise en charge des malades rénaux, prévoit des ateliers, des communications et des présentations sur la greffe rénale, les traitements les plus récents, les maladies génétiques, les effets des médicaments sur les reins et d'autres aspects intéressant les patients et les spécialistes.

CESSION D'ACTIONS DE SOCIÉTÉS DE DROIT ALGÉRIEN AU PROFIT DES ÉTRANGERS

Les modalités définies

Les modalités d'octroi de l'autorisation préalable de cession, au profit des étrangers, d'actions ou de parts sociales détenues dans le capital social d'une société de droit algérien exerçant dans l'un des secteurs stratégiques sont désormais définies.

Le décret exécutif n° 25-304 du 16 novembre 2025 « définissant les modalités d'octroi de l'autorisation préalable de cession, au profit de personnes physiques ou morales étrangères, d'actions ou de parts sociales détenues dans le capital social d'une société de droit algérien exerçant dans l'un des secteurs stratégiques » a été publié au Journal officiel n°78. La mesure, de soumettre à une autorisation la cession d'actifs au profit des étrangers, a été décidée dans la loi de finances complémentaire pour l'année 2020, d'abords pour les étrangers voulant céder leurs actions à d'autres étrangers, puis étendue aux nationaux dans la loi de finances pour 2021.

Ce décret exécutif, signé par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, le 16 novembre en cours, définit donc les modalités relatives à l'octroi de l'autorisation en question.

PROJET DE LA LIGNE FERROVIAIRE TIARET–TISSEMSILT–RELIZANE

Le ministre des Travaux Publics insiste sur le respect des délais

Synthèse S R.

Le Ministre des Travaux Publics et des Infrastructures de Base, M. Abdelkader Djellaoui , a effectué une visite de terrain dans la wilaya de Tiaret, au cours de laquelle il a reçu une présentation détaillée sur l'état du secteur, incluant les projets achevés ainsi que ceux présentant des degrés de progression variables. Une partie de cette présentation a été consacrée au projet de la ligne ferroviaire Tiaret–Tissemsilt–Relizane, au niveau du point kilométrique 120 à Aïn Bouchekif, considéré comme un projet stratégique renforçant la connectivité régionale et soutenant la dynamique des transports dans la zone. Lors de l'exposé technique, le ministre a insisté sur l'importance de respecter les normes d'ingénierie et d'améliorer la qualité des réalisations, appelant les entreprises en charge du projet à adopter un système de travail efficace basé sur des rotations 8/3 afin d'accélérer le rythme des travaux. Il a également souligné la nécessité de définir un calendrier précis pour la livraison du tronçon reliant Tiaret à Tissemsilt, parallèlement à l'achèvement des procédures de réévaluation financière pour l'extension du projet vers Relizane. À cette occasion, il a mis en avant le rôle central de l'École supérieure de management des travaux publics et de l'École des métiers de Djelfa dans la formation des compétences et le renforcement de l'encadrement technique. Dans le cadre d'une vision de développement futur, le ministre a annoncé que l'année 2026 verra le lancement de projets routiers importants dans la wilaya de Tiaret, notamment la réalisation de routes à double voie sur les routes nationales n° 40, 14 et 23. Ces projets visent à améliorer les conditions de circulation, à renforcer le commerce et à garantir une meilleure fluidité sur les principaux axes. Des programmes de maintenance des routes wilayales ont également été inscrits, afin de traiter les points noirs et d'améliorer la sécurité routière, au service du développement local. En parallèle des présentations techniques, le ministre a visité plusieurs chantiers en cours, dont l'ouvrage d'art sur la route nationale n° 40 au point kilométrique 120 et celui situé au point 112 sur la route d'Aïn Guesma , qui devraient être réceptionnés avant la fin de l'année en cours. Il s'est également rendu sur le chantier de pose des voies ferrées sur la route nationale n° 14, à proximité du centre d'élevage de chevaux de Tiaret, illustrant l'attention portée par le ministère au suivi de l'exécution sur le terrain et à la préparation des projets soutenant l'activité économique et la connectivité régionale.

CULTURE DES CÉRÉALES À ORAN

Plus de 640 hectares consacrés au programme d'intensification

Une superficie de 648 hectares a été consacrée, dans la wilaya d'Oran, au programme d'intensification de la culture des céréales, au titre de la campagne travaux-semailles en cours, dans le but de produire des semences de haute qualité et d'atteindre l'autosuffisance dans cette filière stratégique, a-t-on informé de la direction locale des Services agricoles (DSA).
Près de 20 agriculteurs ont adhéré à ce programme pour la campagne agricole 2025–2026 sur des superficies réparties à travers les communes de Gdyel, Es-Senia, Aïn El-Turck et Oued-Tlelat, a indiqué à l'APS la responsable du dossier des céréales à la DSA, Farida Belache. Dans ce cadre, le siège de la direction a ouvert, récemment, une réunion consacrée à l'installation de la commission de wilaya chargée de sélectionner les agriculteurs concernés par le programme d'amélioration de la production de semences, lequel porte sur les cultures du blé tendre, du blé dur et de l'orge, à-on fait savoir de même source.
Mme Belache a précisé que le choix des agriculteurs est soumis à plusieurs conditions, notamment la localisation des cultures en dehors des zones montagneuses afin de faciliter les opérations de semailles, de traitement et de récolte, en plus de la disponibilité des moyens d'irrigation et d'autres conditions techniques. La commission comprend des représentants de la DSA, de la Chambre d'agriculture, de la Coopérative des céréales et des légumes secs d'Oran, de l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC), ainsi que du Centre national de contrôle et de certification des semences et des plants.
Cette commission accompagnera les agriculteurs concernés par le programme d'intensification à travers un suivi technique et de terrain régulier pendant les différentes phases de croissance des semences, jusqu'à la récolte

MOSTAGANEM

Le programme AADL 3 localisé au pôle d'excellence de Mazagran

Le programme de logements de la formule location-vente «AADL 3», comprenant 3.600 unités, a été officiellement localisé au niveau du pôle d'excellence de Mazagran inférieur, a indiqué, jeudi, un communiqué des services de la wilaya de Mostaganem.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé une réunion élargie consacrée au suivi de l'avancement des projets d'habitat au sein de ce pôle situé à l'entrée sud de la ville de Mostaganem, dans la commune de Mazagran. Au cours de la réunion, une présentation a été faite sur l'état d'avancement des travaux d'aménagement, notamment le bitumage des routes, le raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité, de gaz naturel et de fibre optique, ainsi que le projet de protection contre les inondations et l'évacuation des eaux pluviales. Les différents chantiers ont atteint des stades avancés de réalisation, précise le communiqué.
S'étendant sur une superficie de 78 hectares, ce pôle d'habitat compte plus de 7.000 logements toutes formules confondues, dont 3.600 unités AADL 3 réalisées par l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL), ainsi que 1.619 logements dans le cadre de la formule du logement promotionnel aidé (LPA), selon la même source. A l'issue de la présentation, le wali a donné des instructions aux responsables locaux pour assurer la disponibilité des équipements publics, tels que des salles de soins et des bureaux de poste, afin de garantir les conditions de vie essentielles au sein de ces ensembles d'habitat et de rapprocher les services des citoyens.
Il a également ordonné la mise en place des mesures nécessaires de prévention contre les risques majeurs, notamment les inondations et les incendies, en vue de protéger les personnes et les biens. Le wali a par ailleurs demandé la définition d'un plan de transport interne à ce pôle, ainsi que son raccordement à la route nationale RN 11. Enfin, le wali Ahmed Boudouh a insisté sur l'accélération du rythme des travaux et le respect des délais de livraison, appelant à lever les obstacles rencontrés et à résoudre les problèmes liés à l'aménagement, tout en étudiant la possibilité de créer des espaces commerciaux destinés à l'approvisionnement des habitants en produits essentiels, aussi bien dans le premier pôle d'habitat que dans le nouveau pôle d'excellence.

MÉDÉA

Création d'un nouveau périmètre urbanisable dans la commune de Tablat

Un nouveau périmètre urbanisable de près de quatre cent hectares a été créé dans la région de Rasfa, commune de Tablat, au nord-est de Médéa, dans le cadre de l'expansion du tissu urbain de cette localité afin de remédier à la rareté du foncier.
L'intégration des quatre cent hectares au tissu à urbaniser de la commune de Tablat, intervient après l'approbation, en 20024, par l'assemblée populaire de wilaya (APW) du projet de révision du plan directeur d'aménagement urbain (PDAU), devant permettre d'abriter des projets d'habitat et des équipements publics dont la réalisation buttait sur le manque de foncier, a indiqué le chef de daïra, Ali Merouane, lors de la visite, jeudi, du wali, Djillali Doumi, à cet espace.
"La création de ce périmètre vise à transcender le problème de la rareté du foncier dans cette commune située en zone montagneuse où la majorité des terrains appartiennent à des particuliers", a-t-il précisé.
Il a ajouté que l'intégration de ces quatre cent hectares va "contribuer à disposer d'assiettes foncières pour l'implantations de nouveaux projets et accompagner ainsi les besoins nés de l'évolution démographique de la commune en matière d'infrastructures".
Sur les quatre cent hectares, une superficie de 223 hectares sera réservée pour l'aménagement d'un pôle urbain qui accueillera des logements, des établissements scolaires et divers autres équipements publics, a fait savoir le chef de daïra.
Dans cette perspective, le wali a mis l'accent, au cours de cette visite, sur la nécessité de prendre en ligne de compte l'évolution du nombre d'habitants de la commune lors de la programmation des projets devant être réalisés et à donner la priorité aux projets qui auront un impact direct sur les conditions de vie des citoyens.
"Le périmètre doit servir à l'implantation de projets qui participent à l'essor socio-économique de cette localité, et son urbanisation doit surtout s'opérer conformément aux règles établies par la législation en vigueur en matière d'urbanisation", a souligné le wali.
L'aménagement du site et l'implantation des projets d'habitat et des équipements publics interviendront, selon le chef de daïra, dès le début de l'année prochaine.

MILA

Ouverture de 7 nouvelles lignes de transport inter-wilayas

Pas moins de sept (7) nouvelles lignes de transport de personnes inter-wilayas ont été créées dans la wilaya de Mila, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur des transports, Farid Karoun.
Le même responsable a précisé, dans une déclaration, à l'APS que l'ouverture de ces nouvelles lignes a été effectuée en coordination avec les services concernés des wilayas voisines, sur instruction du ministère de tutelle visant à ouvrir de nouvelles lignes pour faciliter la mobilité des personnes entre les wilayas, en particulier pour les habitants des communes frontalières. Les lignes ainsi créées permettront les dessertes Chelghoum Laïd-Batna, Tassadane Heddada-Beni Aziz (wilaya de Sétif), M'chira-Lazrou (Batna), Tadjenanet-Taya (Sétif), Tadjenanet-Ain Djasser (Batna), Terraï Baïnan-Ouled Rabah (Jijel) et Ouled Khelouf-Ain Djasser (Batna), a encore précisé le directeur des transports.
M. Karoun a annoncé, dans ce contexte, «le début de la réception des dossiers des personnes physiques souhaitant bénéficier d'autorisations d'exploitation de ces lignes».
Les services de la direction des transports de Mila ont également ouvert la porte à l'octroi d'autorisations d'exploitation de lignes urbaines, rurales, intercommunales et inter-wilayas et ce, après l'assainissement des lignes de transport de personnes à travers la wilaya conformément à la directive ministérielle n° 157 du 9 février 2022, relative à l'assainissement et au redéploiement des lignes de transport de personnes, selon le même responsable.
Le nombre de lignes devant être exploitées dans la wilaya est estimé à 61, dont 3 lignes urbaines dans les communes d'Ahmed Rachedi et de Tadjenanet, le reste étant constitué de lignes rurales, intercommunales et inter-wilayas, a conclu la même source.

RÉGION OUEST

La réutilisation directe des eaux épurées atteindra 30% fin 2025

Le taux de réutilisation directe des eaux épurées dans la région Ouest, estimé actuellement à 11%, atteindra 30% grâce à la réhabilitation de plusieurs stations d'épuration des eaux usées (STEP) et la réalisation de nouvelles, a-t-on appris auprès de l'Office national de l'assainissement (ONA) à Oran.
Pas moins de 21 projets de réhabilitation et d'installation du traitement tertiaire au niveau des wilayas de la région Ouest (Oran, Mostaganem, Tlemcen, Aïn Temouchent, Mascara et Sidi Bel Abbès), ainsi que la réalisation de nouvelles STEP, sont en cours d'exécution, a indiqué Lamri Nacéra, Directrice de l'exploitation et de la maintenance à la Direction régionale de l'ONA-Oran.
Il s'agit de réaliser de nouvelles stations à Mers El Kébir, Oued Tlélat, et Gdyel (Oran) suivant de nouveaux standards qui permettent une épuration optimale, ainsi que la mise à niveau d'autres stations existantes et l'adoption progressive du traitement tertiaire dans les stations de la région (une cinquantaine de stations), selon la même source. Les projets de réhabilitation et d'installationde traitement tertiaire permettront d'augmenter les eaux épurées de 400 000m3 par jour, et la réalisation des trois nouvelles STEP permettra d'injecter 78 000 m3 par jour supplémentaires.
La réutilisation directe des eaux épurées commence, ainsi, à prendre de l'essor, passant d'un taux de 5% en 2023 à 11% en 2024, souligné Mme Lamri, ajoutant que la réutilisation indirecte (des eaux épurées versées dans les barrages et les oueds) est estimée elle à 50%.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Europe face au double risque de décrochage et de dépendance

Les start-up européennes de l'IA bâtissent actuellement l'essentiel de leurs services sur des modèles américains ou chinois, créant une nouvelle dépendance technologique structurelle.

Par Yohann Ralle (*)

La course mondiale à l'intelligence artificielle accélère, et son centre de gravité se déplace. Deux dynamiques se dessinent. D'un côté, la Chine s'est imposée comme leader de la science ouverte, avec des modèles « open source » désormais comparables aux modèles propriétaires sur des usages scientifiques avancés. La publication, le 27 novembre 2025, de DeepSeek Math-V2 en a fourni une démonstration claire : un modèle d'IA libre peut aujourd'hui résoudre certains des problèmes mathématiques les plus complexes au monde.

De l'autre, un début de prise de conscience américaine conduit à réorienter les investissements vers l'essentiel : faire de l'intelligence artificielle un outil d'accélération de la découverte scientifique, au-delà des seules promesses de productivité des modèles de langage. Le 24 novembre 2025, Donald Trump a ainsi signé un décret lançant GENESIS, un programme massif visant à faire de l'IA un moteur central de la recherche américaine, avec l'objectif d'en doubler le rythme des découvertes sur dix ans.

Sur ces deux fronts stratégiques - ouverture et science - l'Europe était particulièrement bien positionnée pour prendre le leadership.

Pourtant, elle ne dispose pas aujourd'hui de modèles d'IA ouverts de

frontière. Les initiatives existent, mais elles restent dispersées, sous-financées et sans stratégie industrielle claire sur l'open source.

Certes, l'Europe peut s'appuyer sur un écosystème de start-up en IA dynamique, y compris des « licornes » comme Lovable ou Legora. Mais ces acteurs bâtissent l'essentiel de leurs services sur des modèles américains ou chinois, créant une nouvelle dépendance technologique structurelle.

S'allier à des puissances intermédiaires

Reprendre la main est possible, mais suppose des alliances. L'enjeu est clair : investir rapidement dans les infrastructures de calcul, moteur de l'IA, tout en investissant mieux. Mutualiser les ressources, créer des économies d'échelle et permettre l'émergence de modèles de pointe, ouverts, au service de l'innovation.

Des initiatives vont dans ce sens. Le plan « Gigafactories » de la Commission européenne, doté de 20 milliards d'euros, constitue une avancée, mais appelle à une grande vigilance : attirer des capitaux étrangers ne doit pas conduire à un accès privilégié des géants du numérique extra-européens à ces ressources stratégiques.

C'est dans ce contexte qu'un collectif d'experts et d'institutions a publié une stratégie appelant l'Europe à s'allier à des puissances intermédiaires comme le Japon, le Canada ou le Royaume-Uni pour mutualiser leurs ressources.

Le Royaume-Uni, quant à lui, est confronté, exactement comme l'Europe, à un manque structurel de capital domestique pour financer les infrastructures d'IA et le passage à l'échelle de ses start-up. Pour y répondre, Londres mise pleinement sur sa « relation spéciale » avec les États-Unis, en attirant des investissements américains massifs : 22 milliards de dollars annoncés par Microsoft en septembre dernier, 5 milliards par Google, ainsi que la livraison de 120 000 GPU par Nvidia.

Cette stratégie permet sûrement de ne pas décrocher, mais elle a un prix : elle accentue fortement la dépendance du pays aux technologies et aux infrastructures américaines, au point que certaines voix influentes de la tech britannique n'hésitent plus à évoquer une forme de « vassalisation technologique » du Royaume-Uni vis-à-vis de son allié historique.

L'Europe, elle, dispose d'un marché bien plus large et de capacités de financement importantes. La tentation de suivre la voie britannique est forte, et elle structure déjà en partie les choix actuels. Mais des contre-dynamiques émergent : elles sont indispensables pour permettre à l'Europe de négocier les futurs investissements dans ces infrastructures stratégiques en position d'égal à égal.

L'enjeu n'est pas seulement de conquérir la frontière technologique, mais de le faire sans créer de nouvelles bulles économiques ni aggraver la crise environnementale, dans un cadre fondé sur la confiance, la sécurité et la coopération internationale.

(*)Directeur Europe de l'ONG internationale The Future Society qui œuvre pour une meilleure gouvernance de l'intelligence artificielle. Il a précédemment été coordinateur national adjoint pour l'IA jusqu'à septembre 2025, au pilotage de la stratégie française qui a mobilisé plus de 1,2 milliard d'euros d'investissements publics entre 2022 et 2025. Il dispose également d'une expérience en politiques publiques de l'IA et du numérique au Royaume-Uni.

Source : La Tribune.fr publié le 29/11/2025

« L'agentic change tous les paradigmes du Web »

Par Stéphane Roder, CEO d'AI Builders (*)

La révolution Agentic va bien au-delà de ce que nous pouvions imaginer lorsqu'en Mars 2023 les laboratoires de Google et Princeton nous annoncèrent que ces nouveaux modèles de langage pouvaient raisonner dans un article maintenant célèbre « ReAct (Reasoning and Acting) ». Après avoir démontré leur capacité à équiper des postes de travail et s'intégrer dans les process de l'entreprise, les agents s'immiscent dans notre navigation Internet et en change les principaux paradigmes.

Perplexity avait depuis longtemps annoncé la couleur en se positionnant comme le « prochain navigateur Internet ». Mêlant modèle de langage et navigation Internet ce nouveau type de navigateur avait déjà séduit un grand nombre d'internautes laissant présager une bataille féroce pour le partage du monopole de Google sur les moteurs de recherche avec ses 92% de part de marché. En 2023 déjà, Satya Nadella, le CEO de Microsoft, avait lui-même partager, tout en délicatesse, sa stratégie face caméra « il n'y a rien de trop beau pour casser le monopole de Google ».

C'est donc sur ce chemin que se sont engagés Perplexity et Open AI avec leurs nouveaux navigateurs Comet et Atlas. Non contents de disrupter totalement nos modes de navigation, ces deux acteurs ont choisi de laisser loin derrière les poursuivants en intégrant une nouvelle fonctionnalité que Anthropic nous avait subrepticement montrée en novembre 2024 sous le nom de Computer Use : l'intégration d'agents autonomes dans la navigation. Du jour au lendemain, ces navigateurs que nous commandions fièrement avec nos claviers et nos souris sont devenus capables d'exécuter des tâches de manière autonome, d'aller non seulement consulter un site mais effectuer des actions, remplir un panier, choisir un vol, concocter un voyage et même payer. De navigateur à assistant, il n'y avait qu'un pas que ces éditeurs venus de l'IA sont en train de franchir.

Ce nouveau mode de consommation des services en ligne à un impact beaucoup plus important qu'il n'y parait. En effet, pour se faire, un nouveau protocole appelé MCP (Modèle Context Protocole) est né, permettant aux agents de comprendre le contenu des services proposés et de les utiliser directement comme on utilise une API. L'interaction que nous avions avec ses services appelés Web dans le B2C ou SaaS dans le B2B ne s'effectue non plus essentiellement à travers un humain et son clavier mais directement par un Agent avec le service.

Une révolution pour le référencement car comment ces Agents vont-ils choisir ? Open AI, comme les opérateurs Telecom d'antan ou Apple et son AppStore, cherche à nous forcer la main en nouant des partenariats à des coûts prohibitifs pour monétiser son trafic. De la même manière que vont devenir les parcours clients dans lesquels nous avions mis tant d'effort à mettre au point ?

Ces nouveaux modèles de navigation équipés de leurs agents surpuissants discutant en MCP avec les services de manière autonome vont donc entièrement rebattre les cartes d'un Web que nous avons mis 25 ans à construire. Un danger pour les » followers » de tout poil mais une opportunité extraordinaire de prendre de nouvelles positions pour les « first movers » dans un monde où la créativité sera le maître mot comme elle l'est aujourd'hui pour ces nouveaux conquistadors de la navigation Web.

(*) Créateur de trois start-up à succès après avoir travaillé dans l'industrie des Télécoms, Stéphane Roder est ingénieur Telecom ParisTech 92 et diplômé de Stanford et Coursera en Machine Learning et Deep Learning. Auteur du livre de référence le « Guide pratique de l'intelligence artificielle dans l'entreprise » qu'il publie en 2019, Stéphane Roder est professeur à l'Essec et expert auprès de la Fondation Jean Jaurès.

Source : La Tribune.fr publié le 29/11/2025

TUNISIE

Tunis veut renforcer ses échanges agroalimentaires avec l'Indonésie

En Tunisie, les exportations agricoles et alimentaires représentent moins de 15 % des recettes d'exportations totales de biens et services du pays. Le gouvernement explore de nouvelles opportunités commerciales avec ses partenaires pour améliorer les performances du secteur à l'exportation. La Tunisie et l'Indonésie prévoient de signer d'ici janvier 2026 un accord commercial préférentiel (ACP) portant sur des produits agricoles et alimentaires. C'est ce qu'a rapporté le média Jakarta Globe le mardi 25 novembre, citant Budi Santoso, ministre indonésien du Commerce, qui précise que les négociations sont pratiquement terminées. Il convient de noter qu'un ACP est un arrangement entre deux pays ou groupes de pays qui vise à faciliter les échanges en accordant des avantages tarifaires ou administratifs sur certaines marchandises. Dans le cadre de ce futur partenariat, il est prévu que Tunis accorde un traitement préférentiel à l'huile de palme, aux bananes, au cacao, au poisson congelé et aux fils textiles en provenance d'Indonésie. En contrepartie, Jakarta s'engage à réduire les droits de douane sur une large gamme de produits tunisiens, allant des crustacés aux dattes. Globalement, cet accord se veut bénéfique pour les deux pays dans la mesure où il peut améliorer la compétitivité des opérateurs par rapport à d'autres concurrents pour les produits ciblés. Son entrée en vigueur devrait en outre soutenir les ambitions de la filière tunisienne de l'huile d'olive sur le segment des exportations en 2025/2026. Il faut noter que, pour le compte de cette campagne, le gouvernement tunisien a affiché en octobre dernier sa volonté de diversifier ses débouchés pour l'huile de cuisson en dehors de ses marchés traditionnels, en ciblant l'Asie et l'Amérique du Sud pour écouler son surplus de production attendu. En 2024 par exemple, l'Indonésie a importé pour près de 21 millions $ d'huile d'olive sur le marché, dont 1 % provenait d'une Tunisie qui peine à s'imposer sur ce marché face à la concurrence de l'Italie, l'Espagne, l'Égypte et de la Turquie, d'après les données compilées sur la plateforme Trade Map. Par ailleurs, le pays peut également saisir des opportunités pour d'autres produits alimentaires.

MAURITANIE

275 millions $ pour faciliter le transport de la production de fer

La Mauritanie a produit plus de 14 millions de tonnes de minerai de fer en 2024. SNIM, la compagnie nationale chargée du secteur, prévoit de la porter à 45 millions de tonnes d'ici 2031, dont 24 millions provenant de ses propres opérations.

La Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque africaine de développement (BAD) ont signé un accord pour débloquer deux prêts cumulant 275 millions $ en faveur de la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) en Mauritanie. Cet engagement, annoncé en marge de l'Africa Investment Forum 2025 qui se tient du 26 au 28 novembre à Rabat au Maroc, permet à la compagnie de renforcer ses capacités logistiques pour l'exportation du minerai de fer.

Dans le détail, la BEI a prévu un financement de 125 millions $, tandis que la BAD contribue à hauteur de 150 millions $. Les deux prêts sont garantis par l'Union européenne. Contrôlée à 78,35 % par la Mauritanie, la SNIM a produit 14,3 millions de tonnes de fer en 2024, ce qui représente un nouveau record. Engagée dans un plan stratégique visant à porter sa production propre à 24 millions de tonnes d'ici 2031, la compagnie a prévu de mobiliser 467 millions de dollars pour doubler en parallèle la capacité de transport de son chemin de fer.

Elle utilisera donc les fonds pour réhabiliter le chemin de fer existant, financer la construction de 42 kilomètres de nouvelles voies et acquérir des locomotives, wagons et équipements de maintenance. Les travaux renforceront le principal corridor ferroviaire mauritanien, reliant le pôle de production de minerai de fer de Zouerate au port atlantique de Nouadhibou, et développeront des liaisons vers les sites miniers d'El Aouj et Atomai.

« L'initiative visant à améliorer notre chaîne logistique représente un pilier important de notre programme stratégique. Son développement contribue à la réalisation de nos objectifs de production », explique Mohamed Vall Mohamed Telmidy, PDG de la SNIM.

Notons que les conditions de remboursement de ces deux prêts n'ont pas été détaillées dans le communiqué de la BEI. Alors que le conseil d'administration de la BAD a approuvé en novembre 2024 un prêt senior de 150 millions $ en faveur de la SNIM, il n'est pas clair si l'annonce de cette semaine correspond simplement au déblocage des fonds.

Si l'impact des plans de croissance de la SNIM sur l'économie locale reste encore à déterminer, rappelons qu'en 2023, la compagnie a contribué à hauteur de 9 % au PIB mauritanien, représentant par ailleurs 14 % des recettes publiques et 37 %

DUBAÏ

Aux grands projets les grands budgets

Dubaï a approuvé son budget pour l'exercice 2026, qui prévoit 99,5 Md AED de dépenses et 107,7 Md de recettes incluant 5 Md AED de réserves, avec un solde anticipé qui serait excédentaire de 8,2 Md AED.

Parallèlement, l'émirat a adopté son cycle budgétaire triennal 2026-2028, prévoyant 302,7 Md AED de dépenses cumulées pour 329,2 Md AED de recettes, avec un solde qui serait excédentaire d'environ 26,5 Md AED sur trois ans.

Significativement plus élevés que les précédents, ces budgets confirment le rôle de Dubaï comme principal moteur de la croissance non pétrolière émirienne, avec un PIB atteignant 241 Md AED au S1 2025, dont 95 % est non-pétrolier.

Cette évolution est principalement tirée par les investissements dans les infrastructures, auxquelles Dubaï consacre 48 % des dépenses (soit 47,8 Md AED, en hausse de 20,4 % par rapport au budget pour 2025), en particulier dans les transports, l'assainissement, l'énergie et les bâtiments publics. Selon le média MEED, 114 Md AED de dépenses liés aux infrastructures sont actuellement en cours d'exécution à Dubaï, tandis que les projets programmés représentent 500 Md AED (parmi lesquels l'aéroport Al Maktoum ou la ligne Gold du métro).

Les dépenses sociales représentent également l'un des postes les plus importants, à hauteur de 28 % du budget (santé, éducation, logement, politiques familiales).

Enfin, 18 % du budget sont dédiés à la sécurité et la justice. Le directeur du Department of Finance (DoF) précise qu'il s'agit d'un budget « flexible », soulignant la capacité de l'émirat à ajuster l'allocation des ressources afin de réagir aux priorités économiques.

Cette agilité budgétaire est présentée comme un facteur d'attractivité essentiel pour les investisseurs étrangers (le prince héritier rappelle régulièrement que Dubaï est la 1ère ville au monde pour l'attraction des IDE greenfield). Il convient enfin de noter que le budget de Dubaï prévoit désormais une réserve générale, alimentée chaque année (5 Md AED prévus en 2026).

ÉGYPTE

1 milliard $ pour transformer le phosphate en produits à haute valeur ajoutée

Alors que l'Egypte occupe le deuxième rang dans le classement mondial des pays abritant les plus importantes réserves de phosphates, le projet permettra au pays d'ajouter une plus grande valeur à ce minerai en fabriquant des engrais et des matériaux utilisés dans la production de batteries électriques.

Le groupe chinois Kunming Chuan Jin Nuo Chemical (CJN) a signé, le jeudi 27 novembre, un accord avec la société égyptienne El Sewedy Industrial Development pour construire un complexe chimique intégré dédié à la fabrication de plusieurs produits phosphatés en Égypte, pour un investissement de 1 milliard de dollars.

Le complexe sera installé sur une superficie de 905 000 m2 dans la zone industrielle de Sokhna, située dans la zone économique du canal de Suez (SCZONE), selon des données dévoilées lors de la cérémonie de signature de l'accord relatif au projet, qui s'est déroulée en présence du Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly.

Le projet sera réalisé en trois phases. La première phase devrait débuter en 2026, et son exploitation commerciale est prévue pour 2028.

Elle sera axée sur l'augmentation de la valeur ajoutée du minerai de phosphate égyptien, grâce à la production d'acide phosphorique et d'engrais de types phosphate diammonique (DAP) et triple superphosphate (TSP) pour une capacité annuelle de 300 000 tonnes de chaque produit.

La deuxième phase, qui devrait démarrer en 2029 et être opérationnelle d'ici 2031, permettra d'étendre la production du complexe aux produits chimiques phosphatés de haute pureté, notamment l'acide phosphorique purifié (PPA) de qualité industrielle et alimentaire, ainsi que le phosphate monopotassique (MKP). Ces deux produits seront fabriqués pour la première fois au Moyen-Orient.

La troisième phase, qui débutera en 2032 et dont l'exploitation commerciale est prévue pour 2034, se concentrera sur la production de matériaux énergétiques nouveaux, en particulier ceux utilisés dans la production de batteries pour véhicules électriques. Les principaux produits seront le phosphate de fer lithié (LFP) et le dihydrogénophosphate de lithium.

Un centre de recherche & développement

Le projet comprend par ailleurs la création d'un centre de recherche & développement spécialisé dans les technologies chimiques à base de phosphate. Prévu pour être lancé en même temps que la première phase, le centre favorisera le transfert de technologies et renforcera les capacités de l'Égypte dans le domaine de la fabrication de produits chimiques à haute valeur ajoutée.

A terme, le complexe chimique doit permettre de créer environ 10 000 emplois directs et indirects. La majeure partie de sa production est destinée à des marchés situés en Asie du Sud, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud.

Avec des réserves estimées à 2,8 milliards de tonnes, l'Egypte occupe le deuxième rang dans le classement des pays abritant les plus grandes réserves de phosphate derrière le Maroc, selon des données publiées en mai 2024 par le fournisseur de données World Population Review.

Sa production de ce minerai s'élève à plus de 16 millions de tonnes par an.

CAMEROUN

Les exportations d'ananas chutent de 18,1 % en 5 ans

Depuis plusieurs années, la production d'ananas au Cameroun est en recul. Ces cinq dernières années, les chiffres ont continué à reculer.

Entre 2020 et 2025, les exportations d'ananas du Cameroun ont diminué de 18,1 % en moyenne, selon le rapport sur la compétitivité de l'économie camerounaise publié par le Comité de compétitivité du ministère de l'Économie. Sur la même période, la baisse atteint 19,5 % pour les ventes vers les pays de l'Union européenne (UE), principal débouché de l'ananas camerounais.

« Le secteur de l'ananas enregistre un recul de ses exportations totales (-18,1 %) et une chute encore plus prononcée vers l'UE (-19,5 %). Ceci suggère des problèmes de compétitivité ou de conformité aux normes que le seul accès au marché ne peut résoudre », observe le rapport, soulignant que la question dépasse la simple ouverture commerciale.

Le repli des exportations d'ananas enregistré au Cameroun en 2024 accentue la marginalisation du pays sur le marché international, où ses ventes sont déjà résiduelles. Depuis 2019, les parts de marché du Cameroun stagnent à 0,1 %, contre 0,9 % pour la Côte d'Ivoire, selon le Comité de compétitivité.

Cette stagnation n'a pas permis au pays de tirer parti de la hausse de la demande mondiale d'ananas, qui a officiellement augmenté de 7,3 % en 2023. En dépit d'un potentiel reconnu, le Cameroun reste ainsi en marge de la dynamique d'expansion du commerce international de ce fruit.

Pour le Comité de compétitivité, le différentiel de productivité et l'étendue des superficies exploitées, par rapport aux autres pays producteurs, expliquent en grande partie cette performance en demi-teinte sur le marché mondial de l'ananas, « dont la demande potentielle est importante ».

En s'appuyant sur les données de la FAO, le rapport souligne que « les rendements de production d'ananas à l'hectare sont deux fois moins importants au Cameroun que dans un pays tel que le Costa Rica ». Ce pays d'Amérique du Sud est le premier exportateur mondial d'ananas, devant les Philippines.

En 2023, ces deux producteurs détenaient respectivement 49,2 % et 14,8 % des parts de marché. Sur la période 2019-2023, les parts de marché du Costa Rica sont restées soutenues, à un peu plus de 47 %, illustrant la capacité de ce pays à consolider sa position dominante là où le Cameroun peine à émerger.

NIGERIA

Le gaz de l'OML 17 renforce les capacités des centrales du delta du Niger

La disponibilité de l'électricité reste l'un des principaux défis économiques du Nigeria, où les coupures demeurent récurrentes. Face à cette situation, le gouvernement fédéral multiplie les initiatives pour améliorer l'approvisionnement et stabiliser le réseau. Au Nigeria, la production électrique a progressé dans le delta du Niger à la suite de l'augmentation du gaz fourni à partir du bloc OML 17 exploité conjointement par la compagnie publique du pétrole du Nigeria (NNPC Ltd) et le groupe local Heirs Energies. Selon les informations rapportées jeudi 27 novembre 2025 par la presse locale, les deux partenaires ont indiqué que la remise en service d'un puits non associé a en effet doublé l'offre de gaz à environ 135 millions de pieds cubes standards par jour. Cette intervention a ainsi permis d'accroître les volumes destinés au réseau, sans engager les coûts et les délais d'une nouvelle campagne de forage. Ces volumes ont été dirigés vers les centrales électriques de TransAfam Power, de First Independent Power Limited et de Geometric Power. Un développement qui a entraîné une amélioration de la production électrique dans cette zone régulièrement confrontée à des fluctuations d'approvisionnement. Concrètement, des données publiées par Heirs Energies sur son site institutionnel montrent notamment que TransAfam Power est passée d'environ 50 mégawatts à plus de 180 mégawatts, avec des pointes pouvant atteindre les 200 mégawatts. Selon des données reprises par la presse citant la Nigerian Electricity Regulatory Commission (NERC), plus de 62 % de la capacité électrique disponible de la zone n'a pas pu être utilisée en 2024, notamment parce que ces centrales recevaient un approvisionnement en gaz insuffisant ou irrégulier. Ces infrastructures livrent désormais de façon cumulée plus de 350 mégawatts, contre environ 100 mégawatts avant l'intervention. La question est désormais de savoir si cette évolution pourra se maintenir, compte tenu des défis persistants du système électrique nigérian.

RDC

Un projet de 42,7 millions $ pour l'électrification de la ville de Mwene-Ditu

L'électrification en RDC est un défi majeur, avec l'un des plus faibles taux d'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne. Pour améliorer cette situation, les autorités s'appuient sur des projets, des partenariats et un potentiel hydroélectrique immense.

AEE Power, développeur panafricain spécialisé dans les infrastructures électriques en Afrique subsaharienne, projette d'investir 42,7 millions de dollars pour construire un mini-réseau électrique de 14,04 MW destiné à électrifier Mwene-Ditu, deuxième ville de la province de Lomami.

Le projet a été présenté lors d'un atelier réunissant les opérateurs économiques locaux, organisé par l'entreprise en collaboration avec le cabinet de conseil VSI Afrique, spécialisé dans les projets énergétiques et d'infrastructures.

Le futur mini-réseau combinera énergie solaire, stockage par batteries et génération thermique de secours. La capacité solaire photovoltaïque prévue est de 14,04 MWc (11,7 MW AC), associée à un système de stockage de 4,128 MWh pour une puissance de 1,032 MW. Une centrale thermique de 2,53 MVA assurera l'alimentation continue en cas d'insuffisance solaire.

Selon Roger Ilunga Tshintu, représentant d'AEE Power, le réseau de distribution comprendra 46,39 km de lignes moyenne tension, 96,37 km de lignes basse tension, 20 990 compteurs prépayés destinés aux clients résidentiels et commerciaux, ainsi que 2 313 points d'éclairage public.

Les projections indiquent que le mini-réseau desservira 14 690 clients dès sa première année d'exploitation et atteindra 25 018 clients au terme de la cinquième année. Les ventes totales d'électricité devraient atteindre 13 471 MWh à cinq ans, puis 34 192 MWh à l'horizon de la dixième année.

Le projet couvrira les ménages, les petites et moyennes entreprises, les bâtiments publics, ainsi que de grands consommateurs tels que les hôpitaux et les sites de télécommunications.

L'infrastructure sera conçue pour garantir un taux de pénétration de 50 % d'énergie renouvelable, avec un temps d'indisponibilité inférieur à 2 %.

Présent en République démocratique du Congo, AEE Power intervient dans la production, la transmission et la distribution d'électricité. Parmi ses projets emblématiques figurent notamment la centrale hydroélectrique Inga 3 (11 GW), les lignes haute tension Fungurume–Kasumbalesa et Goma–Bukavu, ainsi que le réseau de distribution de Kinshasa, comprenant près de 19 600 nouveaux branchements.

CAMEROUN

AGL investit 1,8 million USD dans de nouveaux équipements

Depuis le début de l'année, AGL Cameroun multiplie les investissements pour soutenir sa croissance. Pour 2025, l'entreprise a déjà investi 8 milliards de FCFA.

Le mardi 25 novembre, Africa Global Logistics Cameroun (AGL), filiale de l'armateur italo-suisse MSC, a présenté, dans la zone portuaire de Douala, de nouveaux équipements pour un montant global de 1 milliard de FCFA (environ 1,8 million USD).

L'investissement porte sur deux ensacheuses Port Pack, un tracteur de quai Terberg et six camions Sinotruk Howo.

D'une capacité de 120 tonnes par heure chacune, les deux ensacheuses permettront d'emballer, directement à partir des navires, des sacs de 25 à 100 kg de produits alimentaires (soja, sorgho, maïs, riz, engrais) importés en vrac.

Ce nouveau service doit assurer une meilleure qualité de conditionnement, garantissant conservation et sécurité des produits. Selon AGL, ces ensacheuses réduiront les coûts et délais de livraison grâce à une automatisation accrue, tout en répondant à une demande plus variée et à la conquête de nouveaux segments de marché.

Le tracteur de quai Terberg est conçu pour déplacer des remorques dans des conditions exigeantes. Les six camions Sinotruk Howo sont, eux, adaptés au transport de colis lourds et volumineux depuis les navires jusqu'aux magasins AGL situés dans la zone portuaire. D'après l'entreprise, cet ensemble d'équipements vise à améliorer la satisfaction des clients et à accroître ses performances opérationnelles.

« Ces réalisations traduisent notre volonté d'accélérer nos opérations, de réduire l'impact sur nos navires et de renforcer durablement la compétitivité d'AGL Cameroun », a déclaré Thibaut Lamé, directeur général d'AGL Cameroun. Il a précisé que ces investissements portent à plus de 8 milliards de FCFA les dépenses en équipements pour 2025.

L'entreprise ambitionne désormais d'atteindre 22 millions d'euros, soit 14,5 milliards de FCFA d'investissements en 2026. Cette trajectoire place le renforcement des outils industriels et logistiques au cœur de la stratégie d'AGL Cameroun, dans un environnement où la qualité des services portuaires et la maîtrise des coûts logistiques deviennent des éléments clés de différenciation pour les opérateurs.

En misant sur l'ensachage à quai et sur des moyens de transport internalisés entre navires et magasins, AGL cherche à sécuriser la chaîne logistique des produits importés en vrac et à gagner en productivité. Pour les chargeurs et importateurs, l'enjeu est un gain de temps, une meilleure qualité de conditionnement et une offre plus flexible.

Pour AGL, l'effort d'investissement devra désormais se traduire en volumes supplémentaires, en fidélisation de la clientèle et en consolidation de sa position dans le paysage portuaire camerounais.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales dans le vert après Thanksgiving

Les Bourses mondiales ont terminé en hausse vendredi, sans catalyseur notable après la pause de Thanksgiving, Wall Street étant toujours poussée par les espoirs de baisse de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).

En Europe, Paris a pris 0,29%, Londres 0,27% et Francfort 0,29%. Milan a gagné 0,32%.A Wall Street, le Dow Jones a pris 0,61%, l'indice Nasdaq s'est octroyé 0,65% et l'indice élargi S&P 500, 0,54%. "Aujourd'hui, c'est le calme plat sur les marchés", résume Kevin Thozet, membre du comité d'investissement chez Carmignac, interrogé par l'AFP.
Les marchés américains, qui donnent habituellement le "la" sur les indices boursiers mondiaux, ont tourné au ralenti en ce lendemain du jour férié de Thanksgiving, avec une séance écourtée terminant à 18H00 GMT. "Les espoirs que la Fed puisse baisser ses taux d'intérêt sont ce qui a rendu les investisseurs optimistes aujourd'hui", résume auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA. Plusieurs indicateurs économiques américains publiés cette semaine ont conforté les acteurs du marché dans leur hypothèse d'une nouvelle réduction des taux d'un quart de point à l'issue de la réunion de l'institution monétaire, les 9 et 10 décembre prochains. Entre prix à la production toujours en hausse et une confiance des consommateurs en chute libre, les données ont brossé un paysage inquiétant de l'économie américaine. Mais une politique d'assouplissement monétaire est de nature à aider la croissance, et donc à augmenter les perspectives de bénéfices des entreprises, d'où l'optimisme des marchés. "La probabilité d'une baisse des taux par la Fed est passée de moins de 30% à 85%, donnant au monde un peu d'air", relève Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Les acteurs du marché attendent désormais "des nouvelles de l'inflation", avec notamment l'indice des prix à la consommation PCE pour septembre vendredi prochain, observe Peter Cardillo, de Spartan Capital Securities. La publication de plusieurs indicateurs clés a été retardée en raison de la paralysie budgétaire ("shutdown") de 43 jours qui a touché le pays et certaines données ne verront jamais le jour. Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat américain s'est très légèrement tendu par rapport à la clôture mercredi, à 4,02% contre 4,00%. Côté changes, le billet vert faisait du surplace vendredi dans un marché calme et ne perdait que 0,05% face à la monnaie unique européenne, à 1,1602 dollar pour un euro.

Panne au CME

La journée a été marquée par une panne au Chicago Mercantile Exchange (CME), l'une des principales Bourses mondiales en raison d'un problème de refroidissement dans des centres de données. Le problème technique a été résolu peu avant l'ouverture de la Bourse de New York. Les opérateurs de marché utilisent notamment les plateformes du CME pour se protéger grâce à des contrats à terme, que ce soit sur les indices boursiers (S&P 500, Nasdaq, etc.), sur les taux d'intérêt ou sur les devises.

L'argent brille, le pétrole attend l'Opep

L'argent a atteint un nouveau sommet historique vendredi, à 55,3350 dollars l'once, dépassant son précédent record atteint en octobre.Crucial pour la transition écologique et le développement de l'intelligence artificielle --car utilisé pour la fabrication de panneaux solaires, de puces semi-conductrices et d'autres composants électroniques--, l'argent bénéficie notamment d'"une forte demande industrielle" et d'"une croissance limitée de l'offre", selon les analystes d'UBS. Le pétrole a terminé en petite baisse alors que les opérateurs doutent d'une résolution rapide du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Le Brent a perdu 0,22% à 63,20 dollars et le WTI a lâché 0,17% à 58,55 dollars. Vladimir Poutine a déclaré jeudi que Moscou ne cesserait les hostilités en Ukraine que si les forces de Kiev acceptaient de se retirer des territoires dont elle revendique l'annexion, faute de quoi l'armée russe les prendra "par la force". La présidence ukrainienne a de son côté formellement exclu tout renoncement à des territoires, affirmant que le seul sujet réaliste était un cessez-le-feu sur la ligne de front.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Novembre 2025
Valeur : 28 Novembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.3193	130.3343
1	EUR	EURO	150.8967	150.9402
1	GBP	POUND STERLING	171.6082	171.6958
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2924	83.3233
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4002	18.4044
1	CHF	SWISS FRANC	161.6865	161.7854
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.5892	92.6262
1	DKK	DANISH KRONE	20.2052	20.2106
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6914	13.6953
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7581	12.7625
1	AED	UAE DIRHAM	35.4794	35.4931
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7444	34.7503
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.3546	424.5417
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8878	44.3288
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0529	14.0545
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.7683	23.8900
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2753	3.2855
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.7328	176.7328

LORS D'UNE JOURNÉE RICHE EN DONNÉES ÉCONOMIQUES

L'Europe finit en hausse

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, soutenues par l'espoir croissant d'une baisse des taux d'intérêt américains en décembre, lors d'une journée riche en données économiques qui a par ailleurs été marquée par une panne chez l'opérateur boursier CME Group.
À Paris, le CAC 40 a gagné 0,29% à 8.122,71 points. À Francfort, le Dax a avancé de 0,25% et à Londres, le FTSE 100 a progressé de 0,27%.
L'indice EuroStoxx 50 a pris 0,25%, le FTSEurofirst 300 a gagné 0,25% et le Stoxx 600 a progressé de 0,23%.
Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 2,53% et le CAC 40 a gagné 1,75%.
Ce vendredi, une panne chez CME Group a paralysé les échanges sur les devises, les matières premières et les contrats à terme sur actions à travers le monde, laissant les investisseurs dans l'incertitude. La société a imputé cette panne à une défaillance du système de refroidissement des centres de données gérés par CyrusOne, qui a déclaré que son installation de la région de Chicago avait affecté les services fournis à ses clients, dont CME.
"C'est un coup dur pour CME et probablement un rappel bien nécessaire de l'importance de la structure du marché et de l'interdépendance de tous ces éléments. C'est la fin du mois, beaucoup de choses sont rééquilibrées aujourd'hui", estime Ben Laidler, responsable de la stratégie actions chez Bradesco BBI.
"Cela dit, cela aurait pu être bien pire, c'est une journée avec des volumes très bas. Quitte à ce que cela se produise, il y aurait eu des jours pires pour avoir une panne comme celle-ci", selon lui.
Le mois de novembre de cette année s'est avéré particulièrement mouvementé pour les actions mondiales, les inquiétudes concernant les valorisations vertigineuses des valeurs technologiques ayant secoué les marchés, tandis que le "shutdown" américain n'a pris fin qu'après un record de 43 jours.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en au lendemain de Thanksgiving hausse

La Bourse de New York a terminé dans le vert vendredi, lors d'une séance rognée au lendemain de la pause de Thanksgiving, toujours portée par les espoirs de baisse de taux de la Réserve fédérale (Fed) en décembre.
Le Dow Jones a pris 0,61%, l'indice Nasdaq s'est octroyé 0,65% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,54%.
La place new-yorkaise a connu une séance calme --par ailleurs amputée de trois heures-- au lendemain de Thanksgiving, jour férié lors duquel les marchés américains étaient fermés.
"Les espoirs que la Fed puisse baisser ses taux d'intérêt sont ce qui a rendu les investisseurs optimistes aujourd'hui", résume auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA.
Plusieurs indicateurs économiques américains publiés cette semaine ont conforté les acteurs du marché dans leur hypothèse d'une nouvelle réduction des taux d'un quart de point à l'issue de la réunion de l'institution monétaire, les 9 et 10 décembre prochains.
Entre prix à la production toujours en hausse et une confiance des consommateurs en chute libre, les données ont brossé un paysage inquiétant sur l'état de l'économie américaine.
Mais une politique d'assouplissement monétaire est de nature à aider la croissance, et donc à augmenter les perspectives de bénéfices des entreprises, d'où l'optimisme de Wall Street.
Les acteurs du marché attendent désormais "des nouvelles de l'inflation", avec notamment l'indice des prix à la consommation PCE pour septembre vendredi prochain, observe Peter Cardillo, de Spartan Capital Securities.
La publication de plusieurs indicateurs clés a été retardée en raison de la paralysie budgétaire ("shutdown") de 43 jours qui a touché le pays et certaines données ne verront jamais le jour.
"Mais les gens s'attendent à ce que la Fed continue d'être accommodante l'année prochaine", note M. Stovall.
Sur le marché obligataire, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat américain se tendait très légèrement vers 18H05 par rapport à la clôture mercredi, à 4,02% contre 4,00%.
Au tableau des valeurs, le géant des cafés Starbucks est parvenu à garder la tête hors de l'eau (+0,44% à 87,08 dollars) alors qu'un syndicat a prévenu que de nouveaux employés allaient rejoindre le mouvement de grève initié mi-novembre aux Etats-Unis.
"2.500 baristas syndiqués dans plus de 120 cafés" ont rejoint cette grève d'une durée indéterminée pour protester contre leurs conditions de travail, selon un communiqué du syndicat Starbucks Workers Union publié vendredi.
Les valeurs associées au secteur des cryptoactifs ont profité du regain d'intérêt pour le bitcoin cette semaine, à l'image de la plateforme d'échange Coinbase (+2,96% à 272,82 dollars) ou du "mineur" (créateur de monnaie numérique) Riot Platforms (+7,82% à 16,13 dollars).
Le géant des puces électroniques Nvidia s'est replié (-1,82% à 176,98 dollars). En début de semaine, le titre a pâti d'informations de presse selon lesquelles Meta (Facebook , Instagram) envisagerait d'utiliser des puces de Google pour son informatique à distance (cloud).
L'action Nvidia a perdu quasiment 12% en un mois.
Le spécialiste des mémoires flash SanDisk a été recherché (+3,83% à 223,28 dollars) pour son premier jour de cotation au sein de l'indice vedette S&P 500.

L'ALLEMAGNE RÉUSSIT À VOTER SON BUDGET

Le pays prévoit 170 milliards d'euros de dette pour se relancer

Les députés allemands ont approuvé ce vendredi le projet remanié de budget 2026, qui prévoit le plus important recours à l'endettement depuis la pandémie de Covid-19, afin de financer des investissements visant à relancer l'économie.

Le texte présenté par la coalition dirigée par le chancelier Friedrich Merz, alliant les partis conservateurs CDU-CSU et les sociaux-démocrates du SPD, a été adopté par 322 voix contre 252 au terme de quatre jours de débats.
Le budget du gouvernement prévoit des dépenses de 524,5 milliards d'euros, dont 58,3 milliards destinés à l'investissement, et une nouvelle dette de près de 98 milliards, soit 8 milliards de plus que dans le projet initial.
À cela s'ajoutent les emprunts pour les fonds spéciaux liés à la modernisation des infrastructures, à la neutralité climatique et au renforcement de l'armée allemande face à la menace russe, portant la dette totale à plus de 170 milliards d'euros. C'est un niveau inédit depuis la pandémie de Covid-19 où elle avait atteint en 2020 le montant record de 217,8 milliards d'euros.
Friedrich Merz a fait de la relance de la première économie européenne une priorité, après deux années de récession et une quasi-stagnation attendue en 2025. Pour cela, les règles strictes qui freinent le recours à la dette, inscrites dans la constitution, ont été assouplies pour permettre de lâcher la bride sur la dépense publique.

"La plus grande montagne de dettes depuis l'après-guerre"

Alice Weidel, cheffe du parti d'extrême droite allemand AfD, première formation dans l'opposition, a accusé mercredi lors du débat général le gouvernement Merz d'avoir "totalement échoué" après un peu plus de sept mois au pouvoir.
Le projet de budget 2026 ne serait, selon elle, "pas conforme à la Constitution", en critiquant vivement les fonds spéciaux qui créent "la plus grande montagne de dettes depuis l'après-guerre".
Elle a en même temps appelé Friedrich Merz et son parti à abattre le "cordon sanitaire" érigé contre l'AfD et à gouverner ensemble.
L'avant-veille, la responsable d'une fédération d'entrepreneurs s'était dite prête à échanger avec ce parti d'extrême droite en plein essor, à rebours de la grande majorité des milieux économiques du pays. Le ministre des Finances, Lars Klingbeil (SPD), a de son côté averti les députés des défis attendus à partir de 2027, avec un déficit de financement de plus de 30 milliards d'euros à combler.

SUISSE

Le PIB du pays se contracte de 0,5% au troisième trimestre

Le PIB suisse s'est contracté de 0,5% au troisième trimestre, un "contrecoup" de la forte hausse des exportations chimiques et pharmaceutiques avant l'entrée en vigueur des droits de douane américains, selon le ministère suisse de l'Économie.
Il s'agit de la première contraction du PIB depuis le deuxième trimestre 2023 (-0,3%) et surtout la plus forte depuis la crise du Covid.
"Le fléchissement des derniers mois est le contrecoup de la forte hausse des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques, attribuable notamment à des effets d'anticipation en lien avec la politique commerciale des États-Unis", indique le ministère suisse de l'Économie dans un communiqué. Il avait déjà publié une première estimation mi-novembre, mais fournit vendredi des indications plus détaillées.
En août, le pays alpin s'était vu imposer des droits de douane de 39% par Washington. Les médicaments font partie des produits exemptés, mais la menace qu'agitait déjà le président américain Donald Trump avant l'annonce en avril de ce qu'il avait surnommé le "Liberation Day" avait poussé le secteur de la chimie et de la pharmacie à augmenter ses exportations. Après une nette hausse premier trimestre, les exportations du secteur ont enchaîné deux trimestres successifs de repli.
Au troisième trimestre, la valeur ajoutée du secteur pour l'économie suisse a chuté de 7,9%, "contribuant ainsi de manière significative à la contraction du PIB", explique le ministère de l'Économie. "Les autres branches de l'industrie manufacturière, en revanche, ont connu une légère croissance", de "0,6%", chiffre le ministère qui souligne cependant que "dans l'ensemble, les exportations de marchandises ont nettement diminué pour le deuxième trimestre consécutif".
Certaines composantes de la demande intérieure ont aidé à stabiliser l'économie suisse, la consommation privée (+0,4%) ayant été soutenue par les dépenses consacrées au logement, à l'énergie, à la santé ainsi qu'à l'hôtellerie et restauration, qui a aussi bénéficié de l'afflux de touristes étrangers. La consommation de l'État a légèrement fléchi (-0,2%) tandis que les investissements en biens d'équipement ont reculé de 0,1%, freinés notamment par les investissements dans les outils informatiques, détaille le ministère.
Les exportations de services n'ont pour leur part "quasiment pas progressé" (+0,1%), avec une croissance "inférieure à la moyenne" dans le secteur tertiaire. Mi-novembre, Berne et Washington ont annoncé un projet d'accord pour ramener les droits de douane à 15%.

MEXIQUE

Mexico prêt à construire le supercalculateur le plus puissant d'Amérique latine

Avec l'annonce de son supercalculateur "Coatlicue", estimé à 282 millions d'euros, le Mexique s'apprête à devenir le premier pays d'Amérique latine dans le domaine des supercalculateurs, son ordinateur offrant une puissance sept fois supérieure à celle du modèle le plus performant de la région. Malgré cette avancée, l'Amérique latine reste fortement dépendante des États-Unis en matière de technologies.
C'est une "petite" révolution technologique en Amérique latine. Le gouvernement mexicain a annoncé, ce mercredi, la construction d'un supercalculateur dont la capacité de traitement sera sept fois supérieure à celle du plus puissant ordinateur de la région. Nommé "Coatlicue", en référence à la déesse de la mythologie aztèque, symbole de pouvoir et de vie, ce supercalculateur offrira une puissance de 314 pétaflops (un pétaflop, correspond à 1.000 milliards de calculs par seconde). À titre de comparaison, "Pegaso", un ordinateur privé brésilien, est actuellement le plus puissant d'Amérique latine avec 42 pétaflops.
Une véritable course mondiale est engagée pour développer des supercalculateurs toujours plus rapides, en particulier pour accompagner les systèmes d'intelligence artificielle. Les États-Unis dominent ce secteur, mais l'Europe, la Chine et le Japon possèdent eux aussi des machines parmi les dix plus puissantes au monde, selon les classements d'ordinateurs haute performance.
La construction de "Coatlicue" débutera en janvier et s'étalera sur 24 mois, pour un coût total de 6 milliards de pesos (282,17 millions d'euros), a précisé José Merino, directeur de l'Agence de transformation numérique du Mexique. Ce supercalculateur sera utilisé pour traiter des problématiques d'intérêt public nécessitant une grande capacité de calcul, telles que la prévision climatique, la planification agricole ou encore des projets liés à l'eau, au pétrole et à l'énergie. Il soutiendra également la recherche scientifique et les initiatives entrepreneuriales.

CANADA

Le pays veut devenir une "superpuissance" énergétique

Le Premier ministre canadien a signé un accord avec la province de l'Alberta, cœur de la production pétrolière nationale, pour la construction d'un nouvel oléoduc qui doit accroître les exportations vers l'Asie.
Le Premier ministre canadien Mark Carney a signé jeudi un accord avec la province de l'Alberta, grande productrice de pétrole, pour la construction d'un nouvel oléoduc, au détriment, dénoncent certains, des ambitions climatiques du pays.
Ce nouveau pipeline, qui traversera l'Alberta jusqu'aux côtes de la Colombie-Britannique, vers un nouveau port en eau profonde, vise à accroître les exportations de pétrole vers l'Asie, selon le protocole d'entente.
S'ouvrir davantage aux marchés mondiaux, hors États-Unis, fait partie de la stratégie de Mark Carney pour diversifier les échanges et compenser les effets de la guerre commerciale menée par le président américain Donald Trump. Parlant d'un "grand jour pour le Canada", Mark Carney a estimé que cet accord allait permettre au pays d'être "plus indépendant, plus résilient et plus fort".
"Avoir un pipeline vers l'Asie est une priorité", a ajouté Mark Carney aux côtés de la Première ministre conservatrice de l'Alberta, Danielle Smith.
L'une des pistes de Mark Carney, élu en avril dernier, pour relancer l'économie canadienne est notamment de faire du pays une "superpuissance énergétique". Cet accord marque cependant un tournant pour le Parti libéral (centre-gauche), dont il est issu, et rompt avec les politiques qui ont caractérisé la décennie au pouvoir de son prédécesseur Justin Trudeau.
Un revirement qui réjouit Danielle Smith. "Les dix dernières années ont été une période extrêmement difficile", a lancé la Première ministre de l'Alberta, qui possède de grandes réserves de pétrole grâce à ses sables bitumineux. Selon elle, cette entente permettra de supprimer "des lois qui pèsent sur le climat d'investissement". Mais en soutenant ce projet, Mark Carney s'expose à des critiques l'accusant de trahir les engagements climatiques du Canada, y compris au sein de son propre parti.

DANS LES COULISSES DE LA BATAILLE DES NANOMÈTRES

Comment des secrets de TSMC se seraient retrouvés chez Intel

La polémique ne cesse d'enfler autour du recrutement d'un cadre de TSMC par Intel, qui connaîtrait des secrets industriels. Wei-Jen Lo est plus suspect que jamais pour Taïwan.

Intel cherche-t-il à voler le savoir-faire unique au monde de TSMC dans la fonderie de semi-conducteurs ? C'est l'idée qui obsède aujourd'hui TSMC, ainsi que la justice du pays, depuis que l'ancien cadre du numéro 1 mondial du secteur, Wei-Jen Lo, a été embauché par Intel. Il faut dire que ce recrutement a clairement pris par surprise TSMC.

L'arrivée de Wei-Jen Lo chez Intel ne plaît pas du tout à TSMC, vraiment pas du tout. Et pour cause, le groupe taïwanais ne s'attendait pas à le voir prendre un nouvel emploi industriel. En effet, comme nous l'apprend The Register, quand il a quitté son poste au sein de TSMC en juin dernier, il annonçait vouloir rejoindre une institution académique.

Un dirigeant de TSMC qui devait aller à la retraite… pour finalement finir chez Intel !

Une communication qu'il avait faite à la direction au moment de son entretien de départ.
Durant la même occasion, le service juridique lui a rappelé les obligations qui le liaient dans le cadre des accords de confidentialité et de non-concurrence signés par lui-même.

Le domicile de Wei-Jen Lo perquisitionné

Si du côté d'Intel, on balaie d'un revers de la main les craintes et les accusations de TSMC, le groupe taïwanais ne s'est évidemment pas arrêté à ces dénégations, et a porté plainte cette semaine, dans le cadre du Taiwan Trade Secrets Act.
« Il existe une forte probabilité que Lo utilise, divulgue, révèle ou transfère les secrets commerciaux et les informations confidentielles de TSMC à Intel, rendant ainsi nécessaires des poursuites judiciaires » peut-on ainsi lire dans la plainte déposée. Résultat, depuis, deux des domiciles de Wei-Jen Lo ont été perquisitionnés, et des ordinateurs et des clés USB ont été, entre autres, saisis.

DES VOLS PERTURBÉS DÈS CE SOIR À CAUSE D'UN BUG CRITIQUE

Coup d'arrêt pour 6 000 Airbus A320

Un logiciel de commande de vol vulnérable aux radiations solaires oblige Airbus à stopper temporairement jusqu'à 6 000 appareils de la famille A320 pour une mise à jour d'urgence, après un incident impliquant un vol JetBlue fin octobre. C'est la douche froide ce soir pour le best-seller de l'aviation commerciale européenne : Airbus doit immobiliser en urgence jusqu'à 6 000 avions de la famille A320 pour corriger un logiciel de commande de vol qui peut être corrompu par de fortes radiations solaires. Identifiée après un épisode brutal de perte d'altitude sur un A320 de JetBlue entre Cancún (Mexique) et Newark (États-Unis, New York) le 30 octobre, la faille concerne le calculateur ELAC, fourni par Thales, qui pilote profondeur et ailerons.

Des semaines d'immobilisation pour certains A320

Airbus a demandé aux compagnies d'arrêter immédiatement de faire voler les appareils équipés de cette version du logiciel et de revenir à l'itération précédente avant tout nouveau décollage. Pour la majorité des avions, la mise à jour prendra quelques heures, le temps d'installer le logiciel corrigé ou de revenir à la version antérieure. Mais environ 1 000 monocouloirs devront aussi changer de matériel, un chantier qui se comptera en semaines et promet des perturbations en chaîne sur les programmes de vols.
L'avionneur promet de « minimiser l'impact pour les passagers », mais l'affaire ne fait que commencer. Plus d'informations à venir dans les jours qui viennent.

7 ANS PLUS TARD

Airbus n'arrive toujours pas à quitter Microsoft pour Google

Le spécialiste aéronautique européen avait prévu 18 mois pour basculer ses 130 000 employés sur Google Workspace. Sept ans plus tard, le chantier n'est toujours pas terminé.
En 2018, Airbus engageait ses 130 000 salariés dans un projet d'envergure : abandonner Microsoft Office pour adopter Google Workspace. Tom Enders, PDG de l'époque, misait sur une transition de 18 mois. L'homme affirmait alors :
"Nous avons besoin de technologies qui soutiennent pleinement nos nouvelles méthodes de travail, des outils numériques modernes qui nous permettent d'être pleinement collaboratifs, de travailler avec nos diverses nombreuses équipes, à travers les frontières et les fuseaux horaires". Catherine Jestin, vice-présidente exécutive du numérique chez Airbus, reconnaît aujourd'hui que cette estimation était "extrêmement ambitieuse".

Google Sheets, trop limité

Depuis, le groupe a quand même progressé : plus de deux tiers de ses 150 000 collaborateurs ont basculé vers Google Workspace. Pourtant, certains départements restent bloqués sur Microsoft. C'est notamment le cas de la finance. Excel persiste faute d'alternative viable chez Google. Le tableur Sheets est jugé trop limité : le service ne peut traiter les fichiers dépassant 10 millions de cellules. Or, certaines feuilles de calcul d'Airbus en contiennent 20 millions. Les équipes commerciales, juridiques et achats rencontreraient aussi plusieurs blocages tout aussi critiques. Leurs métiers requièrent un suivi exhaustif des modifications dans les contrats. Cette traçabilité des changements - qui enregistre, qui a modifié, quoi et quand - ne serait pas vraiment optimale dans Google Workspace. L'éditeur californien a promis une compatibilité totale avec Microsoft pour 2026.

Des verrous qu'on ne peut pas forcer

Et puis, au-delà de la technique, il y a aussi la réglementation qui fait obstacle. Les documents militaires classifiés ne peuvent tout simplement pas être envoyés vers un serveur tiers, peu importe le fournisseur. Les collaborateurs concernés doivent donc conserver indéfiniment les logiciels Microsoft installés en local. Des ingénieurs d'Airbus, interrogés sous anonymat par The Register, confirment qu'il y a des frictions entre les deux écosystèmes au quotidien. De fait, jongler entre Google Workspace et Microsoft engendrerait des incompatibilités, forçant plusieurs employés à simplement revenir à Excel. Airbus continue donc de payer des licences Microsoft, même si le groupe demeure discret sur les dépenses engagées.
De son côté, Google ne reste pas passif. Il faut dire que face à la domination de Microsoft sur le marché professionnel, pour Mountain View, conserver un client de cette taille représente un enjeu stratégique. L'éditeur continue donc d'améliorer sa suite pour séduire ce type de grands groupes.
Reste que Microsoft ou Google, les deux sont soumises au Cloud Act américain autorisant éventuellement le gouvernement à accéder aux données stockées sur leurs serveurs, même si ces dernières sont hébergées sur le sol européen.

Google Cloud abandonne sa plainte européenne contre Microsoft

La filiale cloud de Google estime que sa plainte déposée en septembre 2024 est devenue caduque après l'ouverture d'une enquête par la Commission européenne sur Microsoft et Amazon concernant le marché du cloud.
Les choses bougent sur le plan européen concernant le marché du cloud. Google Cloud vient d'annoncer qu'il retirait sa plainte lancée fin 2024 contre Microsoft auprès de la Commission européenne. La décision a été publiée sous forme de mise à jour de la page dédiée à ce sujet. « Aujourd'hui, nous retirons cette

plainte suite à l'annonce récente de la Commission européenne selon laquelle les pratiques problématiques affectant le secteur du cloud seront examinées dans le cadre d'une procédure distincte », explique Giorgia Abeltino, directrice des affaires gouvernementales et des politiques publiques chez Google Cloud Europe. Cette décision intervient une semaine après le lancement par la Commission européenne d'enquêtes sur le marché du cloud dans le cadre du DMA (digital market act) visant Amazon et Microsoft. Google Cloud estime que sa plainte est redondante avec cette procédure tout en soulignant néanmoins que les arguments sur les pratiques anticoncurrentielles de la firme de Redmond demeurent pertinents.

Les licences de Windows Server dans le viseur

Ainsi, Microsoft disposerait d'un monopole sur les versions on premise de Windows Server et pousserait les entreprises à migrer prioritairement et pour presque rien sur Azure, souligne son concurrent. Pour les clients qui souhaitent basculer vers un autre fournisseur cloud, une majoration de 400% est appliquée sur les licences Windows Server. Par ailleurs, Google Cloud constate que les mises à jour de sécurité sur Windows Server tournant sur des cloud concurrents d'Azure sont limitées à trois ans. Une restriction qui n'existe pas sur Azure.
Pour remédier à ces pratiques, il demande la capacité aux clients disposant de licences Windows Server existantes de les utiliser dans le cloud de n'importe quel fournisseur, sans frais supplémentaires. Par ailleurs, Microsoft doit proposer des prix non discriminatoire pour les licences Windows Server quel que soit le fournisseur de cloud et enfin une garantie de parité sur les mises à jour fonctionnelles et de sécurité.

POUR RIVALISER AVEC GOOGLE MAPS

Waze ajoute une nouvelle fonction particulièrement attendue

Après une longue attente, Waze déploie enfin une fonctionnalité jusqu'ici exclusive à Google Maps : la possibilité d'utiliser l'application mobile pour sélectionner une destination, tout en gardant Android Auto branché dans la voiture. Cette mise à jour, disponible dans la dernière version stable de Waze sur Android, offre un réel confort d'utilisation, notamment pour les voitures dépourvus d'écran tactile, et simplifie la recherche d'adresses.

Figé pendant très longtemps, l'application communautaire Waze, particulièrement prisés pour ses itinéraires alternatifs et ses signalements commence enfin à bouger. Après avoir commencé à déployer le report d'information à la voix, pour ne pas avoir à toucher son téléphone pendant la conduite, désormais, Waze propose une nouvelle fonction attendue de longue date pour sa commodité d'usage et son confort d'utilisation. Surtout elle va rendre plus simple la navigation au sein même de l'application.

Waze ne restreint plus son usage en étant branché

Jusqu'à présent, lorsque le smartphone était connecté à Android Auto, l'emploi de Waze sur téléphone se limitait à l'affichage des instructions de navigation en cours virage par virage, sans possibilité d'interagir avec l'application. Pour modifier un itinéraire, il fallait obligatoirement déconnecter le téléphone ou l'écran de bord, ce qui interrompait la navigation en cours. Désormais, une notification apparait à l'écran pour informer les utilisateurs qu'il est possible de rechercher, planifier et gérer ses trajets directement depuis son smartphone, tout en conservant la lisibilité de la navigation carte sur l'écran de sa voiture. En somme, il n'est plus nécessaire de débrancher son smartphone pour reprendre la main sur Waze. Et cette nouvelle fonction a ceci d'intéressant qu'elle est particulièrement précieuse pour les conducteurs dont les véhicules ne disposent pas d'écran tactile, ou lent, ce qui est en réalité encore la large majorité des voitures en circulation. Idem aussi pour les cas où la voiture dispose par exemple d'une simple molette de navigation (comme certaines Mazda ou BMW) et qu'il faut rentrer lettre par lettre, en tournant celle-ci, l'adresse de destination.

Waze toujours derrière Google Maps ?

En réalité, cette fonctionnalité avait été testée en version bêta pendant plusieurs mois et déployée de façon restreinte depuis longtemps, mais elle est désormais accessible à la majorité des utilisateurs Android via la version stable. Pour ceux qui ne la verront pas immédiatement, une mise à jour de l'application ou un redémarrage forcé peut permettre de l'activer. Cette avancée rapproche Waze de Google Maps, qui permet cette interaction avec le mobile depuis 2023. Toutefois, Waze reste encore en retrait sur certaines fonctionnalités comparé à Maps. Par exemple, elle ne prend toujours pas en charge les mises à jour en direct d'Android 16, ni l'IA Gemini récemment introduite dans l'écosystème Google. Surtout elle n'offre pas de services équivalents sur la disponibilité de bornes électriques ou d'interaction avec des lieux touristiques, bar ou restaurant.

LA CHINE RÉALISE UN EXPLOIT INATTENDU

La stagnation de sa consommation de diesel

Après une année 2024 plus timide, les ventes de camions électriques en Chine redécollent pour atteindre des sommets en 2025. Leur part pourrait dépasser à moyen terme les 50 %. La baisse des ventes de camions diesel pourrait peser sur la consommation mondiale de gazole, qui décroit lentement, entre crises économiques dans la construction et l'industrie, et électrification des véhicules routiers.

En Chine, la croissance du marché des poids lourds électriques pourrait accentuer la décroissance du diesel. Le carburant préféré des travaux publics avait déjà connu une baisse de la consommation l'an dernier, relayée dans nos colonnes. Si la Chine était le principal client du gazole pour le secteur du bâtiment et de la construction, le fort retrait des ventes et constructions immobilières ont fait baisser la demande pour le carburant. Il reste évidemment le transport routier, maillon essentiel de la consommation mondial et irremplaçable… sauf que les Chinois semblent vouloir mettre le paquet sur les bornes de recharge ultra rapides et la production de camions électriques. En Europe, aussi, ces tracteurs commencent à se démocratiser, mais le décollage est, sans surprise, bien plus timide qu'en Chine où subventions et marché forcée vers l'électrique font des miracles. Dans l'Empire du Milieu, les clients peuvent obtenir jusqu'à près de 20 000 € de prime pour l'achat d'un camion électrique.

La Chine entraine le diesel dans sa chute

L'IFPEN dresse tous les trimestres un bilan mondial des ventes de véhicules neufs légers et lourds. Parmi eux, les camions. Et le constat est clair : cette année, c'est la Chine qui tire les ventes de camions électriques vers le haut alors qu'elles chutent lourdement aux Etats-Unis. « En Amérique, le secteur accuse toutefois une baisse de -17 %, imputable à une demande de transport en déclin, elle-même liée à des perspectives économiques incertaines. En revanche, l'Asie enregistre une forte progression de +25 %, portée par l'essor des poids lourds électriques en Chine.

Dans le segment des gros camions, la part de marché des véhicules électriques atteint désormais 28 %, selon chinatruck.org. En Europe, le secteur rebondit avec une croissance de +12 %, traduisant une certaine reprise de confiance après un deuxième trimestre marqué par une chute de -19 % ».

L'électrification du parc lourd est un gros défi pour la Chine qui est en train de réussi son pari de convertir les véhicules légers à l'électrique et l'hybride rechargeable.

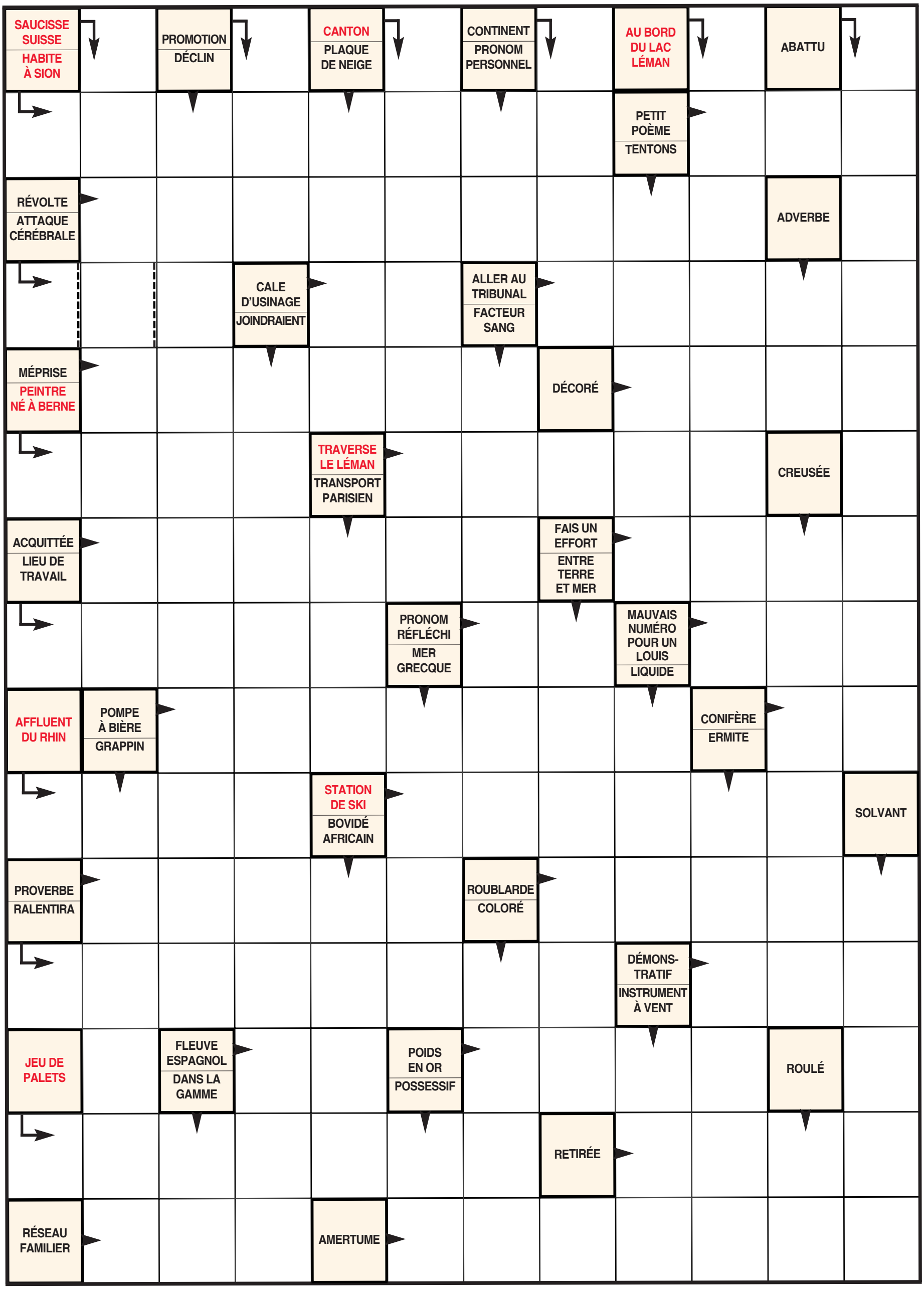
Evidemment, pour se donner une meilleure image, la Chine devra aussi tôt ou tard régler le problème de l'usage du charbon dans l'industrie et la production d'électricité...

Les camions électriques bientôt majoritaires ?

Selon l'analyste anglais BMI, la part de marché des camions électriques dans les immatriculations neuves en Chine pourrait atteindre les 60 % dès l'année prochaine. Ceci porté par une politique d'incitation à se détourner du thermique sur le transport routier en Chine. Là-bas, les poids lourds électriques sont toujours près de 20 % plus chers à l'achat qu'un camion fonctionnant au gaz naturel ou GPL. Mais sur la totalité du cycle d'usage, les avantages financiers d'un camion électrique deviennent vite importants : quasi absence d'entretien mécanique, électricité à bas coût.

L'impact sur la consommation de diesel de la Chine se fait déjà ressentir : - 11 % par rapport à 2024. Se pose maintenant la question de la disponibilité des métaux pour ces énormes batteries de plusieurs centaines de kWh si la Chine adopte massivement le camion électrique. Une entreprise comme CATL, se frotte déjà les mains. Elle aurait même prévu un système d'échange de batteries pour camions dans des stations sur les trois quarts du réseau autoroutier chinois.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 30 novembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

Plus de 1.000 Palestiniens tombés en martyrs en Cisjordanie occupée en deux ans

Quelque 1.030 Palestiniens sont tombés en martyrs en Cisjordanie occupée dans les agressions perpétrées par les forces de l'occupation et les colons sionistes, y compris à El-Qods Est, depuis le 7 octobre 2023 jusqu'au 27 novembre 2025, a indiqué le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH), Jeremy Laurence. Parmi les victimes figuraient 223 enfants, a précisé vendredi M. Laurence lors d'un point de presse régulier à Genève, relevant que les meurtres de Palestiniens par l'armée de l'occupation et les colons en Cisjordanie étaient en "forte augmentation, avec une absence persistante de reddition de comptes".

SURENCHÈRE DE CERTAINS PARTIS SUR LES POSITIONS DE L'ALGÉRIE

Faillite politique et violation flagrante de la Constitution

Certains partis politiques ont sombré définitivement dans la faillite politique en raison de leur incapacité totale à présenter un programme au peuple algérien, faisant de la démagogie leur feuille de route pour amorcer une campagne électorale anticipée des prochaines Législatives et Locales. L'un de ces partis surenchérit sur les positions internationales de l'Algérie, ce qui est une violation flagrante de la Constitution qui attribue au président de la République l'exclusivité des prérogatives en matière de politique étrangère, que lui confère le mandat populaire dès son élection, le Président ayant présenté aux Algériens, à travers son programme, les principes fondamentaux de la diplomatie, les politiques et approches que l'Algérie adoptera concernant tous les dossiers internationaux d'actualité. L'atteinte à la politique étrangère constitue un acharnement flagrant non contre le Président mais contre un pays que le Président incarne conformément à la Constitution. Au même moment où cela se produit, un autre parti politique fait de la démagogie sa nouvelle conception en prévision des prochaines échéances électorales locales et nationales, présentant les dispositions juridiques fondées sur les lois de la République, en matière de lutte contre le discours de la haine comme étant erronées, ce qui est un indicateur dangereux quant au risque de ramener le peuple algérien à l'époque des rivalités et de la fitna après qu'il ait dit son mot, à travers l'approbation par ses représentants au Parlement, de la loi sur la lutte contre la haine entre Algériens, et certains de ces mêmes partis sont représentés au Parlement et ont voté en faveur de cette loi!.
Face à cette flagrante contradiction avec l'éthique politique, apparait clairement l'intention de certains partis de manipuler la Justice et les lois de la République pour renouer avec les mauvais usages, le clientélisme et le régionalisme exécrable, définitivement révolus depuis le 12 décembre 2019.

SOUVERAINETÉ SANITAIRE DU CONTINENT

L'Afrique adopte la «Déclaration d'Alger»

Synthèse M. A.

La capitale algérienne a été le centre d'un débat continental majeur autour d'un objectif que les États africains placent désormais au cœur de leurs priorités : la souveraineté sanitaire. Réunis au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal, les ministres africains de la Santé et de l'Industrie pharmaceutique ont adopté, vendredi, la Déclaration d'Alger, un document fondateur qui vise à accélérer la production locale de médicaments, de vaccins et de technologies de santé sur l'ensemble du continent.
Dès l'ouverture des travaux, le ton avait été donné par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dont le message, lu par le Premier ministre Sifi-Ghrieb, a rappelé l'urgence d'un changement de paradigme. « Il est inconcevable que le continent africain, centre des richesses et des compétences, continue de dépendre quasi totalement des importations pour répondre à ses besoins sanitaires », a-t-il averti, soulignant la nécessité pour les pays africains « de produire localement les médicaments essentiels, les vaccins et les dispositifs médicaux » afin de protéger leurs populations et renforcer leur sécurité sanitaire face aux crises mondiales. Le chef de l'État a également insisté sur la portée stratégique de cet événement, organisé en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé. Il a exprimé l'espoir que la Déclaration d'Alger marque « un véritable tournant » dans la consolidation d'une coopération africaine rénovée, fondée sur des partenariats concrets et sur « le droit des peuples du continent à la santé, aux médicaments et au développement ».
Cette vision, largement partagée, a guidé les discussions entre les représentants de vingt-neuf pays africains, qui ont convenu de renforcer les capacités industrielles du continent et d'harmoniser les cadres réglementaires à travers l'Agence africaine du médicament. Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, qui a lu le texte final de la déclaration, a rappelé que l'objectif était de porter la part des médicaments produits localement en Afrique de 5 % actuellement à 55 % d'ici 2035. « Cette conférence doit ouvrir des perspectives prometteuses pour notre industrie et consacrer des mécanismes capables d'accélérer l'échange d'expertises et le transfert technologique », a-t-il affirmé, tout en mettant en avant « le saut qualitatif » réalisé par l'Algérie depuis 2020.

L'expérience algérienne est un choix pratique pour les pays africains

Ce dynamisme a été largement reconnu par les partenaires africains et internationaux. Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a salué dans une intervention enregistrée « un modèle africain et mondial », rappelant que l'Algérie couvre désormais plus de 80 % de ses besoins pharmaceutiques par sa production locale et abrite plus d'un tiers des usines pharmaceutiques du continent. « L'Algérie montre la voie vers une Afrique moins dépendante des importations et plus résiliente face aux pandémies », a-t-il insisté. Même constat du côté du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies. Son directeur général, Jean Kaseya, a estimé que l'Algérie « devance de nombreux pays du continent » grâce à ses infrastructures et à ses réformes, allant jusqu'à qualifier le pays de « pilier de la souveraineté sanitaire africaine ». Il a souligné que l'expérience algérienne, avec ses 230 unités de production, représente « un capital stratégique » pour l'ensemble du continent.
Lors des débats, plusieurs voix africaines ont rappelé l'importance de forger une approche commune. Le ministre mozambicain de la Santé, UsseneIsse, a plaidé pour « une voie africaine unifiée », estimant que le continent est suffisamment fort pour accomplir « des réalisations majeures » à condition « d'unifier les efforts de ses pays ». La secrétaire d'État tchadienne à la Santé, Mbaidedji Dekandji Francine, a insisté sur la nécessité de bâtir des partenariats solides autour des industries existantes, affirmant que la réussite algérienne « doit inspirer des produits 100 % africains ». Quant au ministre égyptien du secteur public des affaires, Mohamed Chimi, il a appelé à créer « une haute commission de l'industrie du médicament en Afrique », chargée de suivre les engagements et de bâtir « un plan durable » pour le développement du secteur. Les discussions ont également mis en avant l'importance d'un cadre réglementaire robuste pour assurer la qualité et la disponibilité des produits de santé. Le directeur général de l'ANPP, Chérif Delih, a rappelé que la mise en place d'un système complet allant de l'enregistrement des médicaments à la pharmacovigilance représente une « approche stratégique indispensable » pour garantir un accès sûr et équitable aux médicaments. De son côté, le directeur de l'Agence sénégalaise de réglementation pharmaceutique, Alioune Ibnou Abou Talib Diouf, a souligné que la coopération africaine et l'harmonisation des normes accéléreront l'enregistrement des médicaments et leur disponibilité sur les marchés.

L'ANPP signe deux accords avec ses homologues sénégalaise et tanzanienne

La signature de deux accords entre l'ANPP et ses homologues sénégalaise et tanzanienne est venue matérialiser cette dynamique. Ces partenariats prévoient l'échange d'informations, la formation d'experts et la reconnaissance mutuelle future des décisions réglementaires, autant de leviers destinés à stimuler les investissements et à encourager l'exportation de produits pharmaceutiques africains.En toile de fond, les institutions financières internationales ont été invitées à soutenir cet élan. Les participants ont rappelé que la mise en place de mécanismes de financement innovants permettra de garantir un accès stable aux marchés et de renforcer la production locale, considérée comme un maillon central pour réduire la dépendance et renforcer la résilience du continent.La Déclaration d'Alger, adoptée à l'unanimité, s'inscrit ainsi dans les ambitions de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Elle traduit la volonté d'un continent de tirer les leçons de la pandémie de COVID-19 pour bâtir des systèmes sanitaires robustes, capables de répondre à leurs besoins essentiels sans dépendre des fluctuations des chaînes d'approvisionnement internationales.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 360 blessés en 48 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 360 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tlemcen avec 2 morts et un blessé, suite au dérapage d'un véhicule ayant percuté un arbre sur la RN 98, dans la Commune de Fellaoucene, précise la même source. Le bilan de la Protection civile fait état également du décès de deux personnes (55 et 57 ans) dans la wilaya de Sétif, par intoxication au monoxyde de carbone, émanant d'un chauffage, ajoute le bilan, relevant que les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 25 personnes, incommodées par le même gaz à l'intérieur de leurs habitations respectives à travers plusieurs wilayas. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 11 incendies urbains et divers à travers plusieurs wilayas, ayant provoqué des brûlures diverses à deux personnes dans les wilayas d'El Tarf et d'Alger. Concernant les dernières intempéries, marquées par des chutes de neige et des averses orageuses dans plusieurs wilayas du pays, les éléments de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 220 personnes et au dégagement de 92 véhicules, coincés dans la neige, en plus des opération d'épuisement des eaux pluviale à l'intérieur des habitations et édifices publics, note le bilan. La même source a relevé que certaines routes, situées dans les zones montagneuses (en altitudes), demeurent difficiles d'accès en raison de l'amoncellement de la neige dans les wilayas de Tizi Ouzou et Bouira, notamment sur les RN 33 (zone d'Assoul), 15 (col de Tirourda) et 30 (col de Tizi N'koulane) ainsi que le CWN 253 (Chellata).